

Analyse du paysage du secteur de la coopération internationale :

Une histoire de crises, de
contestations et de transformation

Février 2024

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES.....	3
LLISTE DES ENCADRÉS.....	3
REMERCIEMENTS.....	4
ACRONYMES.....	5
SOMMAIRE.....	6
À PROPOS DE CETTE ANALYSE ENVIRONNEMENTALE.....	9
QU'EST-CE QUE L'ANALYSE ENVIRONNEMENTALE ?.....	9
POURQUOI CETTE ANALYSE ENVIRONNEMENTALE ?.....	9
COMMENT L'AVONS-NOUS RÉALISÉE ?.....	10
COMMENT LIRE ET UTILISER CE RAPPORT.....	11
1 POLITIQUE.....	12
1.1 DÉFIS ET NOUVEAUX ENJEUX.....	12
1.1.1 Fragilité and conflit.....	12
1.1.2 Reconfiguration géopolitique.....	14
1.1.2.1 Le monde bascule vers l'est.....	15
1.1.2.2 ...et bascule au sud.....	17
1.2 RÉGIONS SOUS LES FEUX DES PROJECTEURS : AFRIQUE, ASIE, CARAÏBES, AMÉRIQUE LATINE, MOYEN-ORIENT ET MAGHREB.....	17
1.3 INCIDENCES POUR LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	18
2 ÉCONOMIE.....	19
2.1 DÉFIS ET NOUVEAUX ENJEUX.....	19
2.1.1 Remise en cause de l'architecture financière mondiale.....	19
2.1.2 Crise du coût de la vie.....	21
2.1.3 Guerre économique.....	21
2.1.4 Nouveaux canaux et nouvelles sources de financement du développement.....	22
2.2 RÉGION SOUS LES FEUX DES PROJECTEURS : L'ASIE.....	24
2.3 INCIDENCES POUR LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	24
3 ENVIRONNEMENT.....	25
3.1 DÉFIS ET NOUVEAUX ENJEUX.....	25
3.1.1 Changement climatique.....	25
3.1.2 Crise énergétique mondiale.....	26
3.1.3 Crise alimentaire mondiale.....	26
3.2 RÉGIONS SOUS LES FEUX DES PROJECTEURS : CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ACCESSIBILITÉ À L'ÉNERGIE EN AFRIQUE.....	29
3.3 INCIDENCES POUR LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	30

4	TECHNOLOGIE	31
4.1	DÉFIS ET NOUVEAUX ENJEUX	31
4.1.1	Transformation numérique	31
4.1.1.1	Fracture numérique	31
4.1.1.2	Droits numériques	32
4.1.1.3	Monnaies numériques	32
4.1.2	Intelligence artificielle (IA)	34
4.2	RÉGIONS SOUS LES FEUX DES PROJECTEURS	34
4.2.1	Moyen-Orient et Afrique du Nord	34
4.2.2	Afrique et Amérique latine	35
4.3	INCIDENCES POUR LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	35
5	SOCIÉTÉ	36
5.1	DÉFIS ET NOUVEAUX ENJEUX	36
5.1.1	Asymétrie	36
5.1.2	Âge	37
5.1.3	Polarisation	39
5.1.4	Confiance	39
5.2	RÉGIONS SOUS LES FEUX DES PROJECTEURS : L'ASIE	41
5.3	INCIDENCES POUR LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	41
6	QUELLE IMPORTANCE ?	42

Liste des tableaux et des figures

Tableau 1.	Catégories et domaines d'information de l'analyse environnementale	10
Figure 1.	Cadre prévisionnel générique	9
Figure 2.	Nombre de conflits armés par état et par région	12
Figure 3.	Déplacements forcés à la fin de 2022	13
Figure 4.	Évolution des sphères d'influence entre 2000 et 2020	15
Figure 5.	Canaux de distribution des fondations privées (moyenne 2018-2020, prix 2020)	23
Figure 6.	Cas du virus de la Dengue collectés à travers le monde par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies entre août et octobre 2023	29
Figure 7.	Taux de chômage parmi les jeunes (2021)	38
Figure 8.	La carte des interconnexions des risques mondiaux	42

Liste des encadrés

Encadré 1.	Actualités : Peurs grandissantes d'une éventuelle guerre entre la Chine et Taiwan	15
Encadré 2.	Actualités : Crise mondiale du riz	27
Encadré 3.	Actualités : Épidémies induites par le climat : la propagation internationale de l'épidémie de dengue	28
Encadré 4.	Actualité : Monnaies numériques et plateformes alimentées par une chaîne de blocs	33
Encadré 5.	Actualités : Polarisation sociale et guerres culturelles	40

Remerciements

Le présent rapport a été préparé par Coopération Canada, avec pour coautrices Andy Roxane Ouedraogo et la Dr Carelle Mang-Benza. Il est financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Gloria Novovic et Nenad Rava ont dirigé l'exercice d'analyse de l'environnement et ont réalisé une analyse qui a été incluse dans le présent rapport.

Coopération Canada et les autrices du présent rapport sont reconnaissants envers les individus et organisations suivants et tiennent à souligner leur collaboration, leurs contributions, leur collégialité, leur temps ainsi que leurs points de vue et idées.

Participants aux groupes de discussion :

Christine M Sainvil (PAPYRUS S.A.)
Danuta Whetton (Alinea International),
Fernande Abanda (Inter Pares),
Isabel Whisson (Comité du Bangladesh pour le progrès rural (BRAC)),
Jeremy Wellard (Conseil international des agences bénévoles (CIAB)),
Lofti- El Ghandouri (YIQQI),
Nilima Gulrajani (Institut du Développement Outremer (ODI)),
Rasha Natour (BRAC),
Sandra Spence (Campagne pour l'éducation des femmes (CAMFED) Canada),
Sarah Jane Ahmed (Vulnerable Twenty (V20)),
Sarah Torres (Réalité de l'aide).

Partenaires de la société civile pour le dialogue régional :

Bihter Moschini (Réseau Arabe d'ONG de Développement (RAOD)),
Gina Romero (Réseau Latino-américain et Caribéen pour la Démocratie (RLACD)),
Jyostna Mohan (Asia Development Alliance (ADA)),
Marie-Jose Saade (Réseau Arabe d'ONG de Développement (RAOD)),
Nadege Robertson (Fondation Espoir Haïti),
Oluseyi Babatunde Oyebisi (Réseau nigérian des organisations non gouvernementales - Nigerian Network of Non-Governmental Organizations (NNNGO)),
Robert Mabala (Réseau des Plateformes des ONG de l'Afrique centrale (REPONGAC)),
Hans Tippenhauer (Fondation Espoir Haïti).

Experts et spécialistes en stratégie prospective et futuristes :

Donna Dupont (Purple Compass),
Fisayo Oyewale (Boursier de prospective de l'UNICEF),
Moises Rendon (Centre d'études stratégiques et internationales (CESI)),
Steven Kenney (Institut du Moyen-Orient).

Acronymes

Abbréviation	Définition
ONG	Organisation non gouvernementale
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
BCR	Bureau du coordinateur résident
ODD	Objectif de développement durable
HCRNU	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Sommaire

Le présent rapport a pour objet de présenter une vue d'ensemble des tendances mondiales aux effets à long terme, qui, d'une manière ou d'une autre, redéfinissent actuellement notre 21^e siècle. Ces ondes de choc et leurs interactions affectent de manière significative les relations et les partenariats entre les pays, les organisations et les communautés. En 2023, la vision de la solidarité mondiale qui sous-tend le secteur de la coopération internationale ne semble pas être remise en cause. En revanche, le système actuel de coopération internationale soulève d'importantes préoccupations et jette un sérieux doute. Le système de coopération internationale conçu il y a six décennies est confronté à un retour « d'anciens » risques – tels que l'instabilité sociale, une inflation persistante, des guerres commerciales, des sorties de capitaux des marchés émergents et des affrontements géopolitiques – que les acteurs de la coopération internationale de cette génération n'ont peut-être pas connus. Plus important encore, les nouveaux développements dans le paysage mondial des risques, tels que la répression des droits et des libertés, la réduction de l'espace opérationnel pour les organisations de la société civile, les niveaux insoutenables de la dette, la croissance lente dans les économies avancées, la démondialisation, le déclin du développement humain et l'instabilité climatique croissante, convergent. Les perspectives des acteurs de la coopération internationale pour les décennies à venir restent incertaines et turbulentes.

Que doivent faire les acteurs de la coopération internationale dans un paysage mondial aussi incertain, instable et turbulent ?

Trouver une réponse à cette question est au cœur de l'initiative qui inclut, comme première étape majeure, la présente analyse environnementale. Avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI), Coopération Canada a lancé en 2023 son initiative Futurs de la coopération mondiale, visant à contribuer aux efforts mondiaux pour tracer de nouvelles voies de coopération internationale. Cette analyse environnementale sert de base analytique à l'initiative, dévoilant les récits de changement qui affectent le secteur de la coopération internationale, des histoires de crises et/ou de tendances affectées par des facteurs sociaux, technologiques, économiques, environnementaux et politiques. Le caractère interdépendant des défis à relever (dans les catégories politique, économique, environnementale, technologique et sociale) souligne la complexité du paysage de la coopération mondiale au 21^e siècle. Il est donc essentiel de reconnaître les perspectives uniques de chaque catégorie et l'interaction entre ces facteurs pour une compréhension globale des défis, des tendances et des nouveaux enjeux soulignés dans ce rapport et résumés ci-après.

Politique

Dans le théâtre mondial de la discorde, la montée des tensions et des conflits dépeint un récit captivant, où le drame géopolitique se déroule sur une scène pleine d'incertitudes et où les échos des orages politiques retentissent. Les acteurs de la coopération internationale naviguent de plus en plus dans un monde moins sûr, caractérisé par une prolifération de conflits, des tensions géopolitiques, de l'insécurité régionale et des conflits internes. La présence croissante d'acteurs non étatiques et de menaces symétriques confère de nouvelles dimensions aux problèmes de sécurité, avec des implications considérables pour le monde entier. La violence sous toutes ses formes atteint de nouveaux sommets et, de ce fait, des millions de personnes sont déplacées.

Les gouvernements, préoccupés par la stabilité régionale, la défense nationale et les progrès technologiques dans le domaine militaire, consacrent une part plus importante de leur budget aux dépenses en matière de défense. Parallèlement, le monde assiste à la montée de l'extrême droite, une tendance qui s'accompagne de plus en plus de la répression des droits et des libertés et du rétrécissement de l'espace de la société civile.

Économie

Inflation. Stagflation. Rapetiflation ou rétréciflation. Récession... Vous l'avez dit. Nous le vivons. La reprise économique après la pandémie de Covid-19 s'avère difficile et hors de portée pour la plupart des gens. Les prix exorbitants des denrées alimentaires, les taux d'intérêt astronomiques, la crise imminente de la dette souveraine mondiale, la crise alarmante du chômage sont autant de caractéristiques d'une économie mondiale au bord du chaos, confrontée à l'empreinte durable de la pandémie, à la montée de l'insécurité et aux guerres. Cependant, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. La richesse mondiale est de plus en plus concentrée entre les mains de quelques privilégiés, tandis que les communautés marginalisées sont confrontées à des disparités croissantes et à un accès inégal aux opportunités et aux ressources. L'écart entre les engagements en matière d'aide publique au développement (APD) et les versements effectifs ne cesse de se creuser, d'une manière ou d'une autre. Le financement des organisations de la société civile est de plus en plus rare et la concurrence devient féroce, et cela bien que des donateurs non traditionnels des économies émergentes font leur entrée sur la scène de la coopération internationale.

Environnement

Dans la saga en cours de la lutte de notre planète contre la dégradation de l'environnement à grande échelle, la perte de biodiversité et l'instabilité climatique, les défis inébranlables persistent, et chaque hausse de température est un chapitre d'une histoire que nous devons réécrire pour assurer un avenir durable. Les conflits liés aux ressources et les migrations environnementales sont en hausse, tandis que le changement climatique affecte l'économie mondiale, la sécurité sociale, l'alimentation et les systèmes de santé. Il est aussi beaucoup question de l'effet multiplicateur du changement climatique, qui crée de nouveaux défis et exacerbe ceux qui existent déjà. Les observateurs préoccupés par l'environnement ne peuvent plus effacer de leur mémoire le « Code rouge » du rapport 2021 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'autorité mondiale dans le domaine de la science du climat. Ce dernier rapport conclut que le changement climatique est « répandu, en évolution rapide et s'intensifie », et qu'il menace également tous les aspects de la vie sur Terre, entraînant une vulnérabilité multidimensionnelle pour les pays à revenu faible et intermédiaire.

Technologie

Une symphonie accélérée de progrès technologiques et une harmonisation des risques et des opportunités. Est-ce là l'histoire des promesses et des périls de notre avenir en évolution rapide? La transformation numérique est un sujet de plus en plus présent dans les conversations portant sur la coopération internationale au développement, et elle offre à la fois des opportunités et des défis. La gouvernance électronique, les services financiers numériques et les solutions technologiques permettent de rationaliser les processus, d'améliorer l'efficacité et d'amplifier l'impact des programmes de développement. Toutefois, la fracture numérique, le colonialisme technologique, la confidentialité des données, la propagation rapide de la désinformation et l'utilisation éthique des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle suscitent également des inquiétudes.

Société

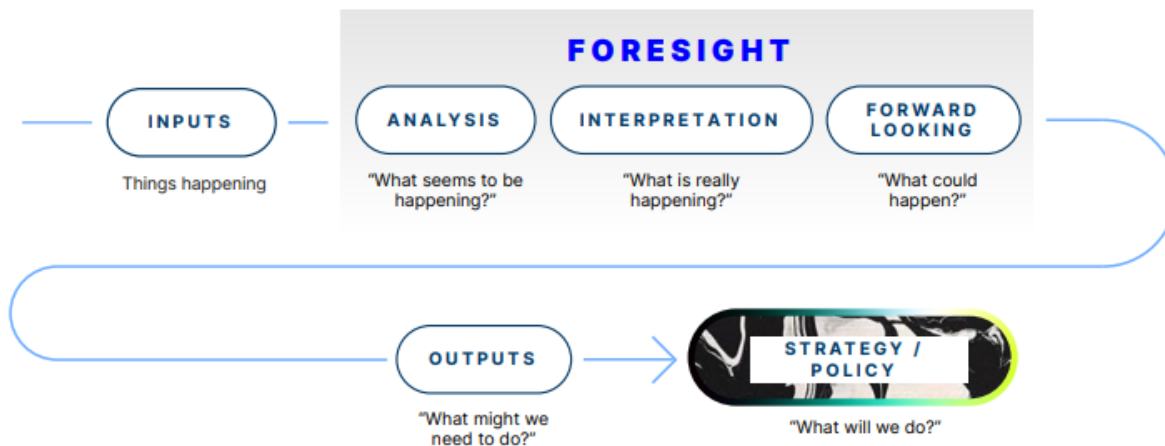
Des inégalités croissantes et des dichotomies inimaginables : les minorités plus riches, les majorités plus pauvres ; privilèges et disparités ; unité et fragmentation. Malgré les progrès accomplis en matière de lutte contre les inégalités, diverses communautés continuent de faire face à des obstacles systémiques qui entravent leur intégration sociale, économique et politique. Les guerres culturelles, les disparités économiques, les préjugés systémiques, ainsi que l'accès inégal à l'éducation, aux soins de santé, et aux possibilités d'emploi, contribuent à creuser l'écart entre les différentes couches sociales. En outre, les tendances démographiques récentes accentuent cette dynamique, créant ainsi de nouveaux groupes vulnérables et entravant le progrès sociétal, de manière générale. Le vieillissement de la population observé dans certaines régions et l'explosion démographique des jeunes dans d'autres régions ont des incidences sur les marchés du travail, les systèmes de santé et les services sociaux. Ces dynamiques devraient influencer la demande et la mise en œuvre d'initiatives en matière de développement.

Il est important de considérer les cinq catégories mentionnées ci-dessus comme des simplifications. Les changements présentés dans ce rapport sont interconnectés, ce qui implique que la catégorisation proposée et la définition même des cinq domaines ne sont qu'une aide conceptuelle et non une représentation de la réalité. Certain-e-s lecteur-s se souviendront peut-être qu'en 2022, le dictionnaire Collins a désigné « permacrise » (ou « polycrise ») comme étant le mot de l'année, afin de reconnaître l'état d'une urgence mondiale permanente caractérisée par des menaces planétaires enchevêtrées et entrecroisées. Les lecteur-s doivent donc garder à l'esprit que l'objectif de cet exercice d'analyse est d'informer les prochaines étapes de cette initiative de prospective stratégique - c'est-à-dire la hiérarchisation des grandes tendances et les signaux annonciateurs de changement - qui sera suivie de l'élaboration des scénarios pour le secteur de la coopération internationale à l'horizon 2035.

À propos de cette analyse environnementale

Qu'est-ce que l'analyse environnementale ?

Figure 1. Cadre prévisionnel générique



Source : L'initiative Global Pulse de l'ONU ¹ (le cadre a été ajouté par les auteures)

L'analyse de l'environnement est le fondement d'un processus de prospective stratégique. Il s'agit d'un processus structuré de collecte d'éléments probants (ou preuves), qui explore l'environnement stratégique externe de manière systématique afin d'identifier les défis et les opportunités potentiels. Elle vise à recueillir des informations sur les tendances émergentes et les principaux moteurs de changement susceptibles d'avoir un impact sur l'avenir.

Pourquoi cette analyse environnementale ?

Le présent rapport analytique de l'environnement est le principal résultat de la phase de collecte de données de l'initiative [Futurs](#) de Coopération Canada lancée en 2023 avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI). L'initiative vise à réimaginer la prochaine génération de la coopération au développement en posant des questions fondamentales sur les nouveaux enjeux et les nouvelles tendances susceptibles de perturber l'avenir de la coopération mondiale après 2030. Le présent rapport analytique présente une synthèse des contributions et informations recueillies par le biais d'études documentaires, de groupes de discussion et de dialogues régionaux, pour mettre en lumière les transformations planétaires en cours et leurs effet d'entraînement étroitement liés, qui façonnent nos paysages économiques, politiques, sociaux et environnementaux. Le présent rapport est un élément central de la phase d'analyse, qui assure une transition fluide et transparente vers les exercices de prospective ultérieurs, y compris la priorisation de la recherche, l'élaboration de scénarios et leurs implications.

¹ Horizon Scan User Manual (Manuel d'utilisation Horizon). L'initiative Global Pulse de l'ONU (2023). <https://foresight.unglobalpulse.net/blog/tools/horizon-scanning/>

Le présent rapport ne doit pas être interprété comme un ensemble de prévisions sur la coopération mondiale. Il vise plutôt à soutenir les institutions, les universitaires, les activistes et les allié-e-s de la coopération internationale dans leurs efforts pour repenser leurs stratégies, cartographier les scénarios possibles pour l’avenir et collaborer à la conception des interventions transformatrices. Alors que le statu quo menace notre survie planétaire, la responsabilité collective de concevoir des interventions qui correspondent à la portée, à l’échelle de gravité (ou l’ampleur) et à l’urgence de nos crises mondiales interconnectées, conformément aux idéaux de justice sociale qui sous-tendent les interprétations les plus idéalistes de la coopération internationale, ne peut être différée. Ce rapport vise à éclairer ces efforts.

Comment l’avons-nous réalisée ?

Le présent rapport est le fruit d’un processus d’analyse mené en trois phases :

- Première phase: co-développement d’une carte des domaines lors de l’atelier de lancement.
- Deuxième phase : collecte de données mondiales par le biais d’une étude documentaire et de discussions de groupe.
- Troisième phase : collecte de données régionales par le biais de conversations stratégiques avec des acteurs du développement dans cinq régions clés (Afrique, Asie, Caraïbes, Amérique latine et Moyen-Orient).

La première phase du processus, dirigée par Donna Dupont, consultante en prospective stratégique, et Andy Ouedraogo, chargé de recherche et de programme, a été menée de juin à août 2023. L’exercice de cartographie des domaines, basé sur les consultations initiales avec le secteur lors d’un atelier mondial, a permis de distinguer les sept piliers suivants ::

- 1) Gouvernance pour l’action collective (pilier politique)
- 2) Dynamique du pouvoir : équité sociale, justice et droits de la personne (valeurs)
- 3) Communautés émergentes : leadership inclusif, résilience (social)
- 4) Instabilité, insécurité et conflits : conséquences et impacts (géopolitique)
- 5) Crise climatique : évolution, impacts et égalité des genres.
- 6) Financement et paysage des donateurs : changements, dynamique du pouvoir et localisation (économique).
- 7) Paysage technologique : nouvelles opportunités et nouveaux défis (technologie).

Tableau 1. Catégories et domaines d’information de l’analyse environnementale.

Catégories	Domaines
Politique	Gouvernance pour l’action collective et géopolitique
Économie	Financement et paysage des donateurs : changements, dynamique du pouvoir, localisation
Environnement	Crise climatique : évolution des enjeux, impacts et égalité des genres..
Technologie	Paysage technologique : opportunités et défis.
Société	Valeurs, dynamique du pouvoir : équité sociale, justice, droits de la per- sonne.

Les sept piliers ont ensuite été simplifiés et regroupés en cinq piliers (gouvernance mondiale, financement, technologie, justice sociale et urgence climatique) à la suite du processus initial d'étude de dossier. Le tableau ci-dessus présente les cinq domaines finaux et leur classement en utilisant les facteurs STEEP V qui déterminent les tendances et les questions émergentes (voir tableau 1).

La deuxième phase, dirigée par Dre. Gloria Novovic et Dr. Nenad Rava, est une analyse documentaire de la littérature politique et universitaire portant sur les enjeux actuels et les enjeux anticipés de la coopération internationale, de l'action climatique et de la justice sociale, complétée par deux discussions de groupe auxquels ont participé des experts politiques et des praticiens du développement. La plupart des documents consultés ont été publiés après 2015. Ceux-ci comprennent, entre autres, des livres universitaires et des articles évalués en comité de lecture, ainsi que des rapports publiés par des agences multilatérales (en particulier les Nations unies), par des organisations non gouvernementales internationales et régionales, des groupes de réflexion et des groupes de consultants. Compte tenu de la portée mondiale du rapport et de l'approche utilisée, fondée sur les preuves, une grande partie des textes directement cités renvoie à l'analyse statistique agrégée des Nations unies. Cela dit, la hiérarchisation des questions, le cadrage et les observations thématiques ont été tirés de ressources reflétant la diversité institutionnelle, géographique et épistémique.

Troisièmement, la phase de collecte des données régionales, dirigée par Andy Ouedraogo, a nécessité des discussions poussées sur les défis, les nouveaux enjeux, les tendances, les indices (ou signaux) de changement et les visions souhaitées pour l'avenir de la coopération au développement. Les dialogues ont été initiés et tenus pour les cinq zones géographiques, à savoir l'Asie, l'Afrique, les Caraïbes, l'Amérique latine et les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ces dialogues ont permis de valider les domaines existants sur la base des nuances régionales, des défis et des aspirations futures. Ils ont également permis de saisir les connaissances par observation intra-personnelles, c'est-à-dire les connaissances découlant des observations formulées par les participants, qui incluent les changements observés sur le terrain, leurs perceptions de l'avenir du développement influencées par les événements et les tendances au niveau local/régional.

Comment lire et utiliser ce rapport

La présente analyse environnementale est divisée en cinq catégories : Politique, Économie, Environnement, Technologie et Société. Chaque chapitre introduit d'abord les défis et les nouveaux enjeux qui se rapportent à la catégorie concernée, avant de mettre en lumière certains faits saillants recueillis lors des dialogues régionaux, et présente enfin certaines incidences pour les acteurs de la coopération internationale. Le chapitre six conclut le rapport en soulignant l'interconnexion des cinq catégories et en réaffirmant l'objectif du présent exercice d'analyse dans le cadre d'une approche systématique de la planification ou prévision stratégique.

La présente analyse environnementale sert à dresser un inventaire des connaissances, qui n'inclut pas une analyse exhaustive d'un pilier en particulier, mais qui met en évidence leurs interconnexions ainsi que d'autres domaines de recherche et d'analyse. that allows for cross-referential and non-linear reading. Il s'agit donc d'une ressource (et non d'un produit fini) pour la réflexion prospective, qui permet une lecture transversale et non linéaire.

Ce rapport met en évidence les effets croisés et combinés (cumulatifs) des principales orientations de la coopération internationale, en excluant tout ensemble réduit de prédictions portant sur ce à quoi ressemblera le secteur. En d'autres termes, la présente analyse environnementale est un précurseur indispensable à une analyse prospective plus poussée et à l'élaboration de scénarios alternatifs.

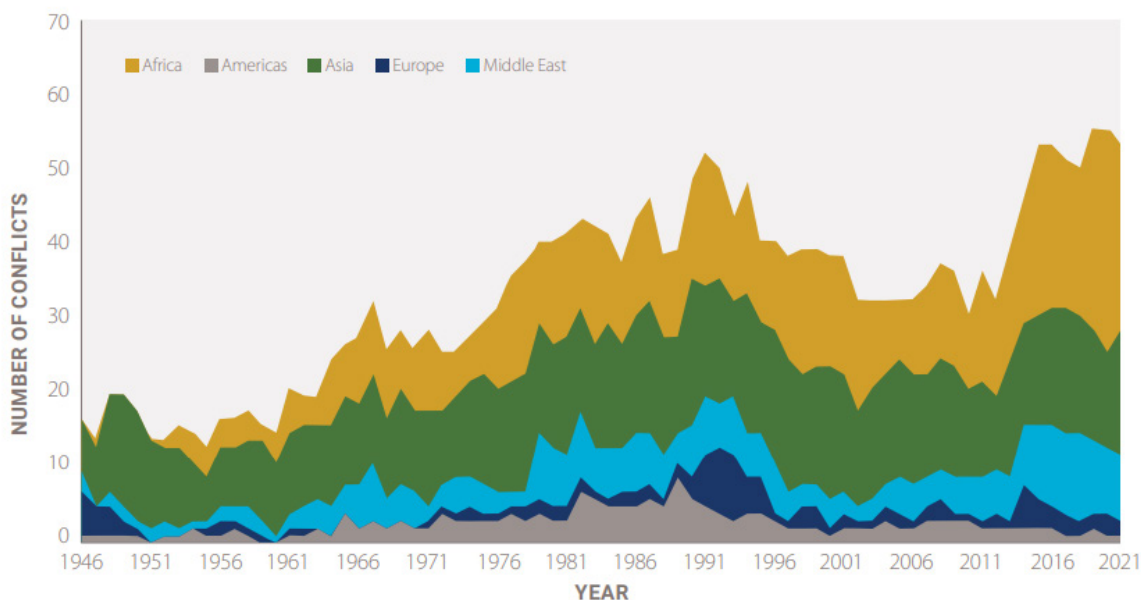
1 Politique

1.1 Défis et nouveaux enjeux

1.1.1 Fragilité et conflit

Le maintien de la paix est en déclin. À l'échelle mondiale, le nombre de décès dus à la guerre est en baisse depuis 1946 (en valeur absolue). Pourtant, au cours des 15 dernières années, le monde, en proie à toujours plus de tensions², est de moins en moins pacifique, avec une hausse des conflits et de la violence. Les problèmes régionaux non résolus, l'effondrement de l'État de droit, le dysfonctionnement des institutions étatiques et l'inégalité d'accès aux ressources sont devenus les principaux facteurs de conflit. Selon le dernier rapport mondial sur le développement durable³, le monde connaît actuellement le plus grand nombre de conflits armés des états depuis 1945. Les conflits actuels sont liés à des questions politiques, socio-économiques et militaires, qui dépassent les frontières, durent plus longtemps et sont moins sensibles aux modes classiques des résolution des conflits.

Figure 2. Nombre de conflits armés par état et par région⁴



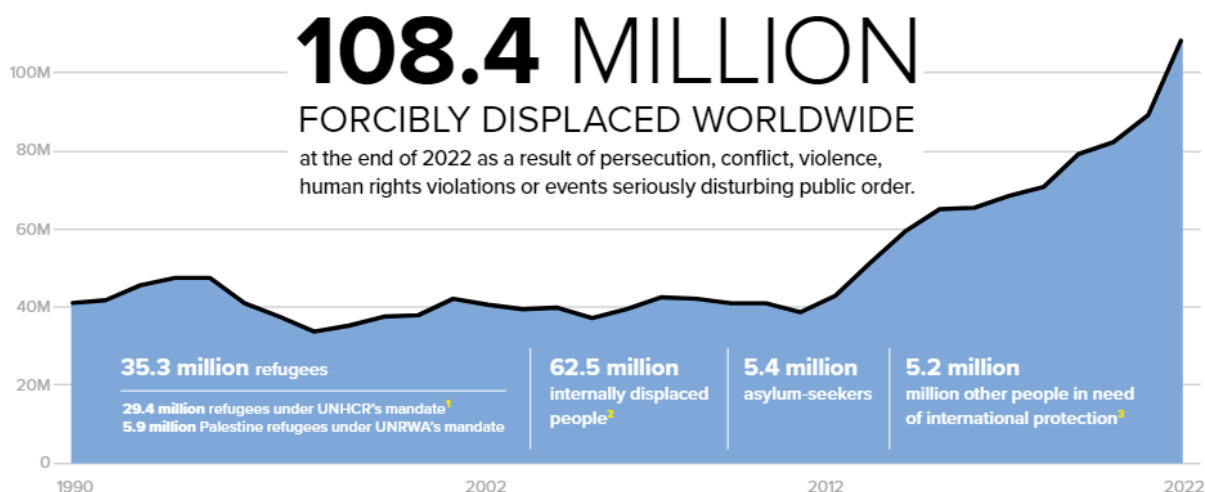
2 Index mondial de la paix 2023, <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2023/06/GPI-2023-Web.pdf>

3 Rapport mondial sur le développement durable de l'ONU (2023), https://sdgs.un.org/sites/default/files/2023-09/FINAL%20GSDR%202023-Digital%20-110923_1.pdf

4 Rapport mondial sur le développement durable de l'ONU (2023), https://sdgs.un.org/sites/default/files/2023-09/FINAL%20GSDR%202023-Digital%20-110923_1.pdf

À la fin 2020, près de deux milliards de personnes vivaient dans des pays touchés par des conflits. Les migrations forcées ont atteint un sommet historique, avec plus de 100 millions de personnes déplacées de force, comme l'illustre la figure 3. Le nombre de personnes contraintes de fuir leur domicile en raison d'un conflit, d'une guerre, de persécutions, de violations des droits de la personne et d'événements troublant gravement l'ordre public, a atteint un sommet historique depuis la Seconde Guerre mondiale. Les conflits obligent les gens à emprunter des itinéraires dangereux pour fuir leur domicile et cette migration forcée entraîne des répercussions sexospécifiques, qui se traduisent par différents risques encourus par les femmes, les enfants, les hommes et les minorités sexuelles. La violence et l'exploitation sexuelles, ainsi que le risque d'être victimes de la traite, sont très fréquents chez les femmes et les enfants qui fuient la guerre ou les persécutions. Les migrations forcées se prolongent de plus en plus, avec 76 % des réfugiés (soit 16 millions) vivant dans des conditions de déplacement forcé temporaire depuis plus de cinq ans.⁵

Figure 3. Déplacements forcés à la fin de 2022⁶



Comme indiqué précédemment, le changement climatique est un multiplicateur de menaces, qui déclenche souvent de nouveaux conflits internationaux et intra-nationaux. Les conflits liés aux ressources sont de plus en plus préoccupants, car la sécheresse et les catastrophes météorologiques limitent l'accès aux ressources vitales et mettent en danger la vie et les moyens de subsistance des populations. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prédit avec certitude que les déplacements forcés augmenteront en raison des catastrophes liées au changement climatique en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord, et toucheront les petits États insulaires de manière disproportionnée.⁷

La violence et les conflits entraînent des coûts très élevés. Au cours des années 2010, les dépenses militaires mondiales ont augmenté, de façon générale, au même rythme que le PIB et les budgets publics (représentant en moyenne 5 % des dépenses totales, par rapport à 12 % au début des années 1990).

⁵ Fiche d'information sur les tendances mondiales du UNHCR 2020, <https://www.unhcr.org/fr-fr/sites/fr-fr/files/legacy-pdf/5f5762c54.pdf>

⁶ Rapport du UNHCR sur les tendances mondiales 2022, <https://www.unhcr.org/global-trends-report-2022>

⁷ Résumé à l'intention des décideurs. Rapport de synthèse afférent au Sixième Rapport d'évaluation du GIEC, https://report.ipcc.ch/ar6sur/pdf/IPCC_AR6_SYR_SPM.pdf

Toutefois, au cours de la décennie actuelle, les dépenses militaires mondiales en proportion du PIB sont en hausse, découlant principalement de l'augmentation des dépenses encourues par les États-Unis d'Amérique, la République islamique d'Iran, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Arabie saoudite.⁸ En 2021, les dépenses militaires mondiales ont dépassé les 2 000 milliards de dollars.

Les conflits armés, l'endiguement de la violence ou la violence interpersonnelle entraînent des pertes de vies, ainsi qu'une incidence économique considérable, qui regroupe les dépenses et les effets économiques en matière d'endiguement, de prévention et de traitement des conséquences de la violence. L'impact économique mondial de la violence s'élevait à 17 500 milliards de dollars en 2022, soit 12,9 % du PIB mondial ou 2 200 dollars par personne.⁹ Cela représente une augmentation de 6,6 % par rapport à 2021, en grande partie en raison d'une augmentation des dépenses militaires et des dépenses de sécurité privée (estimées à 7,600 milliards de dollars américains). Cette tendance pourrait se poursuivre, car la prolifération d'armes militaires plus destructrices et des technologies pourrait entraîner de nouvelles formes de guerre asymétrique, permettant à des puissances plus petites et à des individus d'avoir un impact plus important aux niveaux national et mondial. Par exemple, les progrès des biotechnologies pourraient permettre à de petits groupes ou même à des individus de créer des agents pathogènes. Les Nations unies mettent en garde contre¹⁰ une nouvelle ère de conflits et de violences, plus susceptibles d'être menés par des groupes nationaux et des acteurs non étatiques tels que des milices politiques, des bandes criminelles organisées et des groupes terroristes internationaux.

1.1.2 Reconfiguration géopolitique

L'ordre mondial évolue fondamentalement vers un modèle multi-nodal, et certain-e-s diront qu'il est fracturé. Alors que de plus en plus d'États-nations se font concurrence en matière de sphères d'influence, le nombre de champs d'intérêt augmente et de nouveaux blocs se forment autour de nouvelles puissances mondiales ou régionales. Cette évolution entraîne des conséquences politiques, économiques et sociales de grande ampleur. Dans de nombreux débats internationaux portant sur la reconfiguration de l'ordre mondial, longtemps jugé naturel ou logique, certains États sont perçus comme des déstabilisateurs et d'autres comme des influenceurs.¹¹ Les « déstabilisateurs » sont représentés comme ayant pour principal objectif politique de perturber les systèmes existant et les autres pays, entraînant ainsi des dangers et des menaces pour le monde entier. D'autre part, les « influenceurs » semblent être ceux qui sont déterminés à prouver la supériorité de leur modèle politique, économique ou sociétal. Les deux catégories de pays se disputent les sphères d'influence et le contrôle des ressources dans d'autres parties du monde. La figure 4 illustre l'évolution de la sphère d'influence de six grandes puissances entre 2000 et 2020. Elle met en contraste la sphère relativement stable des États-Unis avec l'influence décroissante de la France et du Royaume-Uni. La Chine a nettement éclipsé les donateurs traditionnels en Asie du Sud-Est et en Afrique.

8 Rapport sur les risques mondiaux 2023, Forum économique mondial

9 <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2023/06/GPI-2023-Web.pdf>

10 Conflits et violence : une ère nouvelle Nations Unies <https://www.un.org/fr/un75/new-era-conflict-and-violence>

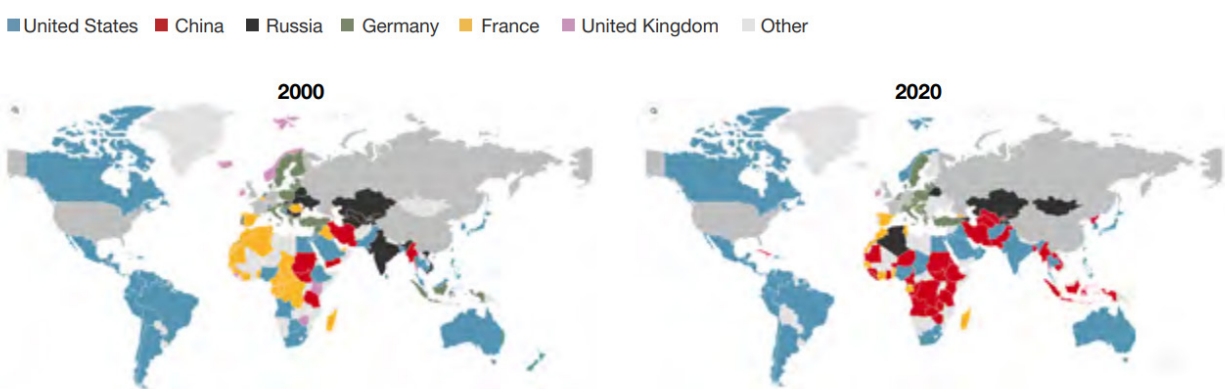
11 Megatrends Report, PWC (2022), (Rapport sur les mégatendances, 2022) <https://www.pwc.com/gx/en/issues/assets/pdf/pwc-mega-trends-october-2022.pdf>

1.1.2.1 Le monde bascule vers l'est...

Alors que la Chine s'impose en tant qu'acteur systémique dans de nombreux domaines (technologie, espace, énergie, etc.), la concurrence entre la Chine et les États-Unis s'aiguise. Chaque superpuissance cherche à consolider sa sphère d'influence et à faire pression sur les pays tiers pour qu'ils s'alignent sur des questions clés.

La couverture des tensions entre la Chine et Taïwan s'intensifie et souligne la complexité géopolitique de la région Asie-Pacifique, signalant aussi des défis potentiels à venir. Les médias se concentrent de plus en plus sur la posture militaire, les manœuvres diplomatiques et les réponses régionales à la relation Chine-Taïwan, ce qui témoigne d'une prise de conscience mondiale de l'importance stratégique et des conséquences potentielles de ces tensions.

Figure 4. Évolution des sphères d'influence entre 2000 et 2020¹²



Encadré 1. Actualités : Peurs grandissantes d'une éventuelle guerre entre la Chine et Taïwan¹³

Conventional Washington wisdom holds that Beijing's best strategy toward Taiwan is an imminent D-Day-type assault and conflict with the US

TAIWAN STATEMENTS

What is Beijing's Timeline for "Reunification" with Taiwan?

United States

Xi told Biden Taiwan is biggest, most dangerous issue in bilateral ties

By Jeff Mason and Trevor Hunnicut

November 15, 2023 11:02 PM EST · Updated 8 hours ago

Air Force general predicts war with China in 2025, tells officers to prep by firing 'a clip' at a target, and 'aim for the head'

Taiwan says China's increased military drills 'abnormal', risks accident

Taiwan's Defence Minister Chiu Kuo-cheng says frequency of Chinese military drills increases risk of accidental clash.

¹² Megatrends Report, PWC (2022), (Rapport sur les mégatendances, 2022), <https://www.pwc.com/gx/en/issues/assets/pdf/pwc-mega-trends-october-2022.pdf>

¹³ Kelter, Frederick. "A small fish in a sea of sharks": The isle caught between China and Taiwan". Aljazeera. September 15, 2023. <https://www.aljazeera.com/features/2023/9/15/a-small-fish-in-a-sea-of-sharks-the-isle-caught-between-china-and-taiwan>

'A small fish in a sea of sharks': The isle caught between China and Taiwan

Amid China tensions, people on the longtime Taiwanese frontline island of Kinmen warn against a return to war.

<https://www.aljazeera.com/features/2023/9/15/a-small-fish-in-a-sea-of-sharks-the-isle-caught-between-china-and-taiwan>

« Il est temps d'écouter ceux et celles qui sont en première ligne avant qu'il ne soit trop tard » dit-il.

L'histoire de Lu, un Taïwanais de 43 ans, qui a été publiée dans la rubrique « Conflits » du journal qatari Al-Jazeera, soulève un sujet polémique qui concerne un perturbateur potentiel sur le plan géopolitique, avec de graves répercussions sur la coopération au développement à l'échelle mondiale.

Lu réside à Kinmen, une petite île taïwanaise située entre la Chine et Taïwan. Lu, qui travaille à la fois comme administrateur d'un office de tourisme et comme collecteur d'ordures, témoigne de l'impact environnemental des déchets provenant de Chine qui s'échouent sur les côtes de Kinmen. Située près de Xiamen, l'île doit faire face aux marées, aux conditions météorologiques et aux courants marins qui l'exposent à de grandes quantités de débris, en particulier ceux provenant du fleuve Jiulong, pollué et situé en Chine.

Pour Lu, cette question est symbolique et elle représente les tensions plus générales entre la Chine et Taïwan. La baisse du nombre de touristes chinois visitant Kinmen, qui est attribuée aux restrictions de voyage et aux relations tendues entre Taipei et Pékin, a entraîné une perte économique importante pour les entreprises locales. Ce déclin s'inscrit dans un contexte géopolitique plus large, dans lequel Pékin considère que Taïwan fait partie de la Chine et dans lequel les tensions s'intensifient, faisant craindre d'éventuelles actions militaires.

L'histoire met l'accent sur le point de vue unique des habitants de Kinmen, qui non seulement sont confrontés aux conséquences environnementales de la dynamique des relations entre les deux rives du détroit, mais qui subissent également les retombées économiques des relations tendues entre la Chine et Taïwan.

Alors que les tensions actuelles font craindre que Kinmen ne soit prise en étau entre la Chine et Taïwan, l'appréhension locale est résumée dans le dicton suivant : « La guerre est impitoyable, la paix est un bien inestimable ». Reflétant sur les répercussions à long terme du conflit taïwanais sur Kinmen, Lu souligne la nécessité d'écouter ceux qui sont en première ligne avant qu'il ne soit trop tard.

1.1.2.2 ...et bascule au sud

Dans un contexte de rivalité géopolitique intense entre Washington DC et Pékin, de nombreux états émergents et en développement qui font partie des pays dits « du Sud global » - y compris des pays influents comme l'Inde, le Brésil, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, etc. - cherchent des relations de couverture et veulent maintenir des politiques étrangères à vecteurs multiples. Il n'est pas garanti que ces nouvelles relations soient plus équitables, mais elles témoignent de l'appétit des économies émergentes et des pays bénéficiaires pour de nouvelles formes de coopération en dehors du paradigme Nord-Sud.¹⁴

Certains pays, tels que la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et la Turquie, montrent, constamment leur intérêt à redéfinir et à renforcer des partenariats avec des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, à travers des visites, des stratégies et des sommets. Parallèlement, plusieurs dirigeants des pays du Sud, comme Mia Mottley, Première ministre de la Barbade, qui a mené son pays à s'affranchir de la couronne britannique, réclament ouvertement des relations internationales équitables et respectueuses. La Première ministre Mottley a également formulé des recommandations concrètes pour une nouvelle architecture financière mondiale qui inclurait les voix pays en développement et reconnaîtrait leurs actions

1.2 Régions sous les feux des projecteurs : Afrique, Asie, Caraïbes, Amérique Latine, Moyen-Orient et Maghreb

Politique et organisations de la société civile dans cinq régions

Les consultations avec les organisations de la société civile africaine révèlent des inquiétudes au sujet de la politisation des OSC dans certaines parties du continent. Les OSC sont parfois automatiquement associées avec l'opposition. Les participants ont également signalé la cooptation de certaines organisations afin qu'elles s'alignent sur les politiques officielles, tandis que d'autres sont soumises à des restrictions et à un examen minutieux pour avoir défendu des points de vue divergents. Ces affiliations menacent la capacité des OSC à fonctionner de manière indépendante et objective, nuisant à leur efficacité en tant qu'acteurs du progrès social. De plus, les participants ont fait part de leurs préoccupations concernant les restrictions de mouvement liées à l'insécurité et les difficultés opérationnelles auxquelles sont confrontées les OSC de la région.

De même, le dialogue régional sur l'Asie révèle des formes de politisation allant de l'adoption de lois et de règlements visant à limiter les activités des OSC à la criminalisation de certaines formes d'association, en passant par la censure et les tactiques de surveillance et d'intimidation visant à restreindre la liberté d'expression. Les participants ont également dénoncé les politiques contre la décentralisation, visant à centraliser les ressources. Il est donc difficile pour les OSC d'accéder aux fonds et de collaborer à des projets qui répondent directement aux besoins des communautés locales.

¹⁴ Rapport Coopération pour le développement : Quel système d'aide pour demain ? OCDE. 2023. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/83b-806cb-fr/index.html?itemId=/content/publication/83b806cb-fr>

En Amérique latine, les OSC révèlent l'impact des narco-États sur les populations vulnérables, notant l'exploitation de ces communautés par les organisations criminelles, ce qui exacerbe les problèmes existants liés à la pauvreté, à la violence et à l'accès limité aux services essentiels. Ils révèlent que les OSC sont confrontées à des menaces et à la censure, ce qui les empêche de faire passer leurs messages et de plaider en faveur du changement social. Les enlèvements, l'intimidation et la violence à l'encontre des représentants de la société civile représentent des risques croissants, qui peuvent forcer les OSC à investir dans des mesures de sécurité. Les participants au dialogue mettent également en garde contre une crise de la démocratie, une montée notable des gouvernements d'extrême droite avec pour tendance discernable la fermeture de l'espace civique, ce qui restreint de plus en plus l'engagement de la société civile et l'activisme.

Parallèlement, les participants au dialogue régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) ont évoqué les défis liés à la répression et aux paysages politiques complexes. Ils dénoncent le ciblage des organisations de la société civile à travers la répression des droits des femmes, ainsi que les législations restrictives visant à limiter l'influence de ces organisations. Comme dans les autres régions, les participants mettent en garde contre la montée des régimes autoritaires, qui présente des répercussions sur le fonctionnement et le financement des organisations de la société civile

1.3 Incidences pour les acteurs de la coopération internationale

Alors que nous naviguons dans un paysage mondial complexe, il devient impératif d'identifier et de répondre aux dynamiques politiques clés qui peuvent avoir un impact sur les efforts déployés pour relever les défis mondiaux.

Fragilité, conflits, et violence :

D'ici 2030, une part importante des personnes les plus pauvres du monde pourrait résider dans des environnements caractérisés par la fragilité, les conflits et la violence. Cette situation compromet non seulement les efforts de réduction de la pauvreté, mais génère également 80 % des besoins humanitaires. Pour y remédier, il faut une répartition réfléchie des ressources privées et publiques, en équilibrant l'impératif des dépenses de défense avec la nécessité de la reconstruction et du développement humain.

Prolifération des armes et sécurité mondiale :

La diffusion potentielle d'armes conventionnelles ou non conventionnelles par des acteurs malhonnêtes remet en cause le monopole des gouvernements sur la violence. Ce scénario pourrait accroître la vulnérabilité des États, alimenter les migrations, la corruption et la violence transfrontalière. Les acteurs de la coopération internationale doivent s'attaquer aux implications de ces changements dans la dynamique de la sécurité mondiale.

Volatilité et complexité géopolitiques :

La géopolitique et les questions de développement international convergent, créant un paysage de développement mondial plus volatile et plus complexe. À mesure que le monde se divise en sphères d'influence, le discours politique se rétrécit, ce qui rend difficile la résolution collective des problèmes mondiaux. L'accent mis sur l'optimisation des sphères individuelles peut entraver la solidarité et les efforts de coopération.

Pressions liées aux réformes et à l'innovation:

La concurrence mondiale nécessite des réformes et des innovations pour les partenaires bilatéraux et multilatéraux, y compris les organisations internationales non gouvernementales (OING). Lorsque les pays bénéficiaires traditionnels gagnent plus de pouvoir de négociations, cela pourrait forcer les acteurs à réévaluer les pratiques et les stratégies afin de rester pertinent dans l'arène du développement international en évolution.

Naviguer des règles et des réglementations contradictoires :

Opérer dans un monde où les règles et réglementations sont contradictoires pose des défis aux organisations qui s'engagent à fournir des biens publics et à soutenir le développement local. Le respect des lois d'un pays peut entraîner par inadvertance des violations de celles d'un autre pays, ce qui oblige les acteurs de la coopération internationale à naviguer dans des paysages juridiques complexes.

Défis d'efficacité des organisations multilatérales :

Les organisations multilatérales sont confrontées à des difficultés accrues pour éviter ou résoudre les conflits en raison d'une base de coopération internationale moins claire. L'évolution du contexte géopolitique exige une capacité d'adaptation et une réflexion stratégique pour garantir l'efficacité continue des approches multilatérales.

Incidences du conflit entre Taïwan et la Chine :

L'éventualité d'un conflit entre la Chine et Taïwan a de profondes implications pour les acteurs mondiaux. Ce scénario pourrait perturber la stabilité régionale et avoir un impact sur les routes commerciales internationales, les chaînes d'approvisionnement et les marchés financiers. Les préoccupations humanitaires, les déplacements massifs et les retombées géopolitiques pourraient nécessiter des efforts diplomatiques concertés pour parvenir à une résolution pacifique.

2 Économie

2.1 Défis et nouveaux enjeux

2.1.1 Remise en cause de l'architecture financière mondiale

L'architecture financière internationale existante et le système actuel de coopération au développement ne sont « pas à la hauteur » des défis mondiaux, malgré quelques évolutions positives. Les économies en développement sont confrontées à un endettement insoutenable et à une crise de liquidité, car elles sont souvent incapables d'emprunter auprès des banques multilatérales de développement qui ont été créées dans le but précis de fournir des capitaux abordables. Le coût insoutenable des emprunts oblige les pays à adopter des mesures d'austérité au détriment des services publics (éducation, soins de santé, protection sociale, etc.).¹⁵

15 End Austerity, A Global Report on Budget Cuts and Harmful Social Reforms in 2022-25. (La fin de l'austérité, Un rapport mondial sur les réductions budgétaires et des réformes sociales nuisibles en 2022-2025) Eurodad. 2022. https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3039/attachments/original/1664184662/Austerity_Ortiz_Cummins_FINAL_26-09.pdf?1664184662

Malgré des mandats clairs pour faire face aux menaces écologiques existantes, à la sécurité alimentaire, aux inégalités socio-économiques, aux conflits, aux défis de santé publique, pour n'en citer que quelques-uns, le régime financier mondial peine à démontrer son efficacité et à mobiliser des fonds à grande échelle. L'aide publique au développement (APD) est très insuffisante et ne respecte pas les engagements pris il y a plusieurs décennies, même si certaines relations de financement perpétuent la dépendance.¹⁶ Selon des prévisions optimistes, l'APD en 2030 s'élèvera à 264 milliards de dollars, contre 162 milliards de dollars en 2019, ce qui est largement insuffisant par rapport aux promesses faites peu après l'adoption de l'Agenda 2030.¹⁷ Le déficit de financement des ODD est estimé à 2,5 à 3 000 milliards de dollars par an. En conséquence, l'architecture financière classique est critiquée et sa légitimité est de plus en plus contestée, une contestation qui reflète les tensions géopolitiques.

Ces tensions sont liées et exacerbées par l'urgence climatique et le besoin urgent de réformer le système de financement du climat. L'Agenda de Bridgetown 2023 (Bridgetown 2.0), conçu par la Barbade, repose sur la reconnaissance du fait que l'architecture financière internationale présentait des déficiences structurelles au moment de sa conception, qui représente une époque où la plupart des États membres actuels n'étaient pas indépendants et où les risques climatiques n'étaient pas éminents.¹⁸ L'agenda vise donc à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD et de l'Accord de Paris sur le changement climatique en augmentant le soutien en liquidités aux pays en développement, en rétablissant la viabilité de la dette, en garantissant des accords commerciaux équitables, en plus de réformer la gouvernance des institutions financières d'après-guerre.

Face à la portée planétaire de certaines des crises les plus urgentes, les concepts de biens publics mondiaux (tels que la santé mondiale, le climat, la stabilité financière, etc.) et d'investissement public mondial trouvent une certaine résonance chez un groupe croissant de donateurs, de praticiens et d'universitaires.¹⁹ Les partisans de l'investissement public mondial affirment que la coopération internationale, y compris le financement public international concessionnel, n'a jamais été aussi nécessaire, mais que le système actuel « d'aide » est dépassé et inefficace. Le concept d'investissement public mondial (IPM) est un nouveau paradigme de politique fiscale pour le 21^e siècle, un paradigme qui doit être mondial, mis sur pied avec des fonds public et destiné à réaliser des retombées économiques, sociales et environnementales, telles que la mise en place d'infrastructures sociales et la fourniture de biens publics mondiaux et régionaux qui, sinon, seraient sous-approvisionnés (s'ils étaient laissés à la seule responsabilité des nations et des acteurs privés).

16 Rapport Coopération pour le développement : Quel système d'aide pour demain ? OCDE. 2023. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/83b806cb-fr/index.html?itemId=/content/publication/83b806cb-fr>

17 The future of Official Aid Flows, Center for Global Development. 2023. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/future-official-aid-flows.pdf>

18 Bridgetown or bust – why Barbadian PM Mia Mottley's agenda for reform of the global economic governance is essential for Africa's prosperity. ODI. 2023. <https://assets.bwbx.io/documents/users/iqjWHBFdfxIU/rqUft2H4YNsw/v0>

19 Building a better system: Making Global Public Investment a reality. Recommendations of the Expert Working Group on Global Public Investment 2022. <https://globalpublicinvestment.org/wp-content/uploads/2022/07/Building-a-better-system-Making-GPI-a-reality.pdf>

Des conversations sont en cours au sujet d'une nouvelle structure fiscale internationale destinée à mettre un terme à l'évasion et à l'abus fiscaux des entreprises, qui sont omniprésents. En novembre 2023, le groupe africain des Nations unies a présenté une proposition de convention-cadre sur la coopération fiscale internationale, considérée comme une déclaration contre le déséquilibre historique, qui reconnaît les voix de tous les pays, quel que soit leur taille et de leur puissance économique, et qui est également l'occasion d'accroître la mobilisation des ressources nationales pour les secteurs publics essentiels, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des flux d'aide internationaux. Certains affirment qu'une convention des Nations unies sur la fiscalité pourrait être le plus grand héritage des ODD en permettant de récupérer des centaines de milliards de dollars perdus, chaque année, en raison d'abus fiscaux.²⁰

2.1.2 Crise du coût de la vie

Partout dans le monde, les gens sont confrontés à une crise majeure du coût de la vie. La pandémie de Covid-19 et la reprise qui a suivi ont fait grimper les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, qui ont une fois de plus augmenté en raison de la guerre en Ukraine et demeurent à un niveau historiquement élevé. Entre juin et septembre 2022, environ 89 % des pays les moins avancés, 93 % des pays en développement sans littoral et 94 % des petits États insulaires en développement ont connu une inflation des prix des denrées alimentaires supérieure à 5 %, et beaucoup d'entre eux ont enregistré des taux d'inflation à deux chiffres.

La crise du coût de la vie a fait sombrer 78 à 141 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. Les femmes et les citoyens pauvres sont les plus exposés à la faim et aux privations. Les banques centrales sont confrontées à l'arbitrage classique entre le contrôle des prix et le soutien à la croissance. Plusieurs pays ont réagi aux pressions inflationnistes en resserrant leur politique monétaire, ce qui a entraîné des conséquences désastreuses pour ceux qui vivent déjà en marge de la société.

2.1.3 Guerre économique

La guerre économique se normalise, avec des affrontements croissants entre les puissances mondiales et les interventions de l'État sur les marchés au cours, prévues pour les deux prochaines années. Les politiques économiques sont utilisées à la fois de manière défensive, pour renforcer l'autosuffisance et la souveraineté face à des puissances rivales, et de manière offensive pour limiter la montée en puissance d'autres états. L'intensification de l'arme économique est parallèle à la reconfiguration géopolitique évoquée précédemment et se heurte aux modèles d'interdépendance encouragés par la mondialisation.

Il n'est pas certain que la géopolitique l'emporte sur l'économie, mais les observateurs prennent au sérieux le risque de voir surgir des conflits multi-domaines, avec des tensions économiques associées à une course aux armements.²¹

20 Draft resolution brings world one step closer to UN tax convention. Tax Justice Network. 2023. <https://taxjustice.net/press/draft-resolution-brings-world-one-step-closer-to-un-tax-convention/#:~:text=A%20framework%20tax%20convention%20would,to%20cross%2Dborder%20tax%20abuse>.

21 Rapport sur les risques mondiaux 2023

2.1.4 Nouveaux canaux et nouvelles sources de financement du développement

La combinaison de défis aigus en matière de développement et de la pression exercée sur les coffres publics des grands donateurs traditionnels incite à la recherche et à l'émergence de nouvelles sources de capitaux. Outre les nouveaux flux de financement public provenant de donateurs émergents (tels que la Chine, le Brésil et l'Inde, et de nouvelles institutions comme la Nouvelle banque de développement), le financement privé occupe une place de plus en plus importante dans les débats sur la coopération. Le secteur privé est reconnu comme un acteur prépondérant de la croissance économique et de l'innovation.²² Dans de nombreux pays, le secteur privé a réussi à déployer des stratégies de plaidoyer et de défense d'intérêts portant sur les questions de développement, mais aussi à devenir un point de référence pour les gouvernements dans la mise en œuvre du Programme 2030. Toutefois, la tendance à promouvoir les grandes entreprises en tant qu'agents stratégiques du développement suscite des inquiétudes. Au cours des dernières décennies, le déploiement des partenariats public-privé a mis en évidence les défis et les limites de l'implication du secteur privé dans le financement des besoins de développement, notamment en ce qui concerne le respect des droits de la personne, la protection des écosystèmes et la réalisation de transactions financières transparentes et éthiques.

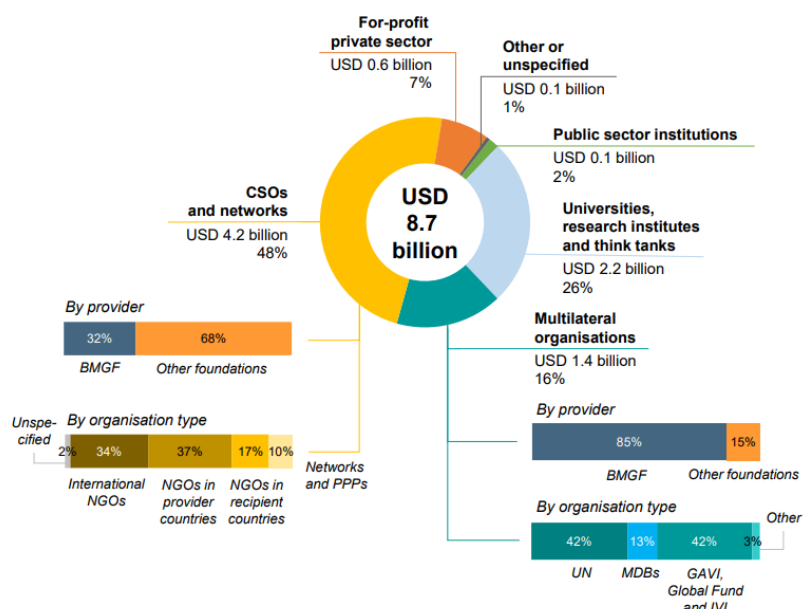
Les fondations privées mobilisent d'importantes ressources financières qui en font des interlocuteurs de poids, capables de jouer un rôle de premier plan dans le secteur de l'aide internationale au développement. La philanthropie privée au service du développement a augmenté depuis 2010, atteignant 9,6 milliards de dollars américains de subventions en 2020, ce qui représentait l'équivalent de 6 % de l'APD.²³ La Fondation Bill et Melinda Gates a fourni près de la moitié du total des dons philanthropiques, mais sa part a diminué ces dernières années, principalement en raison de l'augmentation des subventions accordées par la Fondation Mastercard et par d'autres donateurs privés. Près de la moitié des fonds alloués par région ont été affectés au continent africain, suivi par l'Inde, la Colombie et le Nigéria qui sont les principaux bénéficiaires des versements philanthropiques. Les objectifs des Nations unies relatifs à la santé et au bien-être (ODD 3), aux partenariats pour les objectifs (ODD 17), à l'éradication de la pauvreté (ODD 1), à la réduction des inégalités (ODD 10) et à l'égalité des genres (ODD 5) figurent parmi les ODD les plus ciblés par les donateurs privés.²⁴

22 Private Sector Watch - Global Synthesis Report. The reality of Aid. 2022. <https://csopartnership.org/wp-content/uploads/2022/12/Private-Sector-Watch.pdf>

23 Ibid

24 Ibid

Figure 5. Canaux de distribution des fondations privées (moyenne 2018-2020, prix 2020)²⁵



En termes d'exécution, les OSC et leurs réseaux ont été les principaux bénéficiaires du financement privé au cours de la période 2018-2020 (voir figure 5). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les fondations philanthropiques des PRÉ s'engagent de plus en plus dans des approches axées sur la justice.²⁶ En revanche, il n'y a pas toujours d'orientation claire identifiée pour garantir une responsabilité centrée sur les personnes ou le principe international d'autodétermination, ce qui soulève certaines préoccupations quant à la légitimité des fondations privées. Des études sur les fondations privées aux États-Unis²⁷ et au Canada²⁸ ont révélé des disparités raciales en termes de représentation des races et des genres au sein de ces institutions et de leur financement. La justice raciale, en tant que question sociale, et les organisations dirigées par des Noir-e-s, et d'autant plus celles dirigées par des autochtones, restent largement sous-financées.

Les transferts de fonds sont à la fois négligés et inexploités en tant que source de financement privé. Les discours anti-migratoires reconnaissent rarement que, lorsqu'elles sont bien gérées, les migrations peuvent contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités et à faire progresser le développement durable. Les envois de fonds ont résisté au COVID-19, atteignant 605 milliards de dollars en 2021 et dépassant les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement dans les pays à revenu faible et intermédiaire, à l'exclusion de la Chine.

25 Private philanthropy for sustainable development, 2018-20: Data and analysis, OECD. 2023. <https://www.oecd.org/dac/private-philanthropy-sustainable-development.pdf>

26 Meet Maverick Philanthropists With New Models for Tackling Climate Change, Racial Inequality and More. 2021. <https://robbreport.com/lifestyle/news/philanthropists-on-climate-change-race-and-more-1234648560/>

27 Mismatched. Philanthropic Initiative for Racial Equity. 2021. https://racialequity.org/wp-content/uploads/2021/09/0912_PRE_Mismatched_PR_11-1.pdf

28 Unfunded: Black communities overlooked by Canadian philanthropy. <https://www.forblackcommunities.org/assets/docs/Unfunded-Report.pdf>

Dans le secteur de la coopération internationale, peu de sujets seront aussi populaires en 2023 que le transfert de pouvoir. Outre le développement mené localement et la localisation, le concept de transfert de pouvoir fait référence à la lutte contre les déséquilibres de pouvoir, les préjugés coloniaux, le racisme et le paternalisme dans les relations entre les “donateurs” et les “bénéficiaires” de l’aide internationale. L’une des mesures importantes du programme de transfert de pouvoir est le niveau de financement, y compris les dons de bienfaisance, qui va directement aux groupes et aux communautés touchés. Bien qu’il y ait un assentiment mental à ce programme, sa mise en œuvre est difficile et pleine de tensions.

2.2 Région sous les feux des projecteurs : l’Asie

Des défis exacerbés par l’aggravation de la crise coût de la vie en Asie..

L’aggravation de la crise du coût de la vie en Asie pose des défis considérables aux organisations de la société civile (OSC) œuvrant dans la région. Avec l’augmentation du coût des biens et services essentiels, les individus et les communautés, en particulier ceux qui sont déjà marginalisés, sont confrontés à des pressions économiques accrues et à une plus grande vulnérabilité.

Notre consultation régionale pour l’Asie révèle que les OSC de la région se trouvent dans une situation où les besoins des communautés qu’elles servent s’intensifient.

Les conséquences de la crise incluent la réduction des contributions philanthropiques et des dons aux OSC, re présentant des défis opérationnels qui peuvent forcer les OSC à réduire leurs programmes, à limiter leurs efforts de sensibilisation et à réduire la portée de leurs initiatives. Le besoin de soutien financier et de subventions s’accroît et met les OSC à rude épreuve alors qu’elles évoluent dans un environnement où la demande de financement est de plus en plus forte. De plus, la diminution des fonds disponibles pourrait entraîner une intensification de la concurrence entre les OSC pour l’obtention de ressources limitées.

La pression mise sur les ressources et le risque d’aggravation des disparités socio-économiques exigeraient des acteurs du développement des réponses souples et innovantes pour faire face aux incidences multiples de la crise du coût de la vie sur les populations les plus vulnérables.

2.3 Incidences pour les acteurs de la coopération internationale

L’évolution du paysage de la coopération internationale présente des défis et des opportunités dynamiques pour les acteurs concernés. La présente section examine les incidences qui découlent du fait que les acteurs privés jouent un rôle croissant dans la collaboration et que le secteur du développement international navigue entre les changements de perspectives, les contraintes fiscales et la dynamique des donateurs.

Dialogue collaboratif avec les acteurs privés :

Les entités privées jouant un rôle croissant dans les initiatives de coopération, il devient impératif d'établir des mécanismes favorisant le dialogue entre les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé. Il est essentiel de créer des espaces permettant d'aligner les positions et les priorités, tout en clarifiant le mandat principal des gouvernements, qui est de fournir à leurs citoyens des biens et des services essentiels. Ces dialogues sont essentiels pour assurer une synergie entre les diverses parties prenantes et renforcer l'engagement commun en faveur du développement durable.

Les défis de l'appropriation nationale et de la réponse locale :

Au milieu de perspectives variées au sein du secteur du développement international, en particulier en ce qui concerne les engagements en faveur de l'appropriation par les pays et des réponses locales, les contraintes fiscales et la diminution du nombre de donateurs posent des défis importants. Le risque de voir les OSC entrer dans un mode de survie est accru, ce qui pourrait les amener à revenir sur leurs engagements et leurs intentions. Cela exige une approche nuancée pour équilibrer l'impératif d'autonomisation locale avec les réalités pragmatiques des limitations de financement.

3 Environnement

3.1 Défis et nouveaux enjeux

À l'ère de l'Anthropocène, l'homme est devenu, pour le meilleur et pour le pire, la force géologique dominante de la planète, accélérant le progrès économique et technologique au prix de la destruction écologique. Pour relever les défis environnementaux, il faut une transformation sociopolitique et économique fondamentale qui donne la priorité aux objectifs environnementaux collectifs plutôt qu'aux gains économiques. Nombreux sont ceux qui pensent que les choix que l'humanité fera d'ici la fin de la décennie 2020 jetteront les bases d'un monde durable ou d'une ère de catastrophe écologique.

3.1.1 Changement climatique

Trois objectifs de développement durable du Programme 2030 sont directement axés sur les écosystèmes naturels : Objectif 13 - Action pour le climat ; Objectif 14 - La vie sous l'eau (ou vie aquatique) ; et Objectif 15 - La vie sur terre. Bien qu'il ne soit au centre que d'un seul objectif, le changement climatique est un multiplicateur de menaces et de risques, car il exacerbe les menaces existantes sur tous les systèmes écologiques, provoquant l'élévation du niveau des mers, le stress hydrique, la perte de biodiversité, l'acidification des océans, pour n'en citer que quelques-uns, avec des conséquences désastreuses sur le bien-être humain et la stabilité économique. Par conséquent, le changement climatique domine la plupart des discussions portant sur l'environnement et fait la une de nombreux journaux.

Des feux de forêt hors de contrôle. Des températures caniculaires. Des précipitations record. Des super tempêtes. La liste des qualificatifs utilisés pour décrire l'intensité et la fréquence croissantes des phénomènes météorologiques extrêmes ne cesse de s'allonger. Le rapport 2021 du groupe de travail 1 publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été qualifié de code rouge pour l'humanité par le Secrétaire général des Nations Unies.

Le rapport fait observer qu'avec des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à des niveaux record, le réchauffement climatique s'est accéléré au cours des dernières décennies, impactant tous les aspects de notre vie, chaque segment de l'économie et chaque région de la planète, bien que les impacts varient d'un endroit à l'autre. Le GIEC place environ 3,5 milliards de personnes dans des contextes de grande vulnérabilité au changement climatique, la plupart de ces personnes ayant des vulnérabilités sociales ou économiques préexistantes.

La plupart des pays reconnaissent le besoin urgent pour l'humanité de reconfigurer tous les modèles de production et de consommation. Ils sont toutefois confrontés à des défis importants pour passer à des modes de vie plus durables qui limitent les impacts négatifs sur les écosystèmes. Loin d'être ordonnée, la transition a produit des conséquences inattendues, provoquant des débats politiques animés et des tensions sociétales entre les groupes qui exigent une plus grande responsabilité des entreprises en matière d'émissions de gaz à effet de serre et ceux qui s'inquiètent des changements de comportement, des éventuelles pénuries de matières premières et de la volatilité des prix. Alors que le secteur des entreprises est contraint d'évaluer ces risques et d'y répondre tout au long de sa chaîne de valeur, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone ouvre également la voie à certaines entreprises qui s'engagent dans une nouvelle course aux ressources de la nouvelle économie du carbone, telles que les minéraux essentiels (lithium, coltan, cobalt, etc.), une course qui fait déjà des gagnants et des perdants dans plusieurs régions du monde.

3.1.2 Crise énergétique mondiale

L'énergie est un élément clé de l'agenda climatique et environnemental en raison de sa place centrale dans l'économie mondiale et de la contribution des activités énergétiques aux émissions de gaz à effet de serre. L'énergie devient également le théâtre de guerres par procuration, comme en témoignent le conflit russo-ukrainien et les conflits antérieurs avec et dans les pays producteurs de pétrole en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. L'importance géostratégique de l'énergie ne peut être niée, car la pénurie d'énergie entraîne des coûts énergétiques élevés, qui provoquent des pressions inflationnistes dans tous les secteurs économiques.

3.1.3 Crise alimentaire mondiale

La crise climatique exacerbe les failles existantes dans le système alimentaire mondial, qui est issu de la révolution agricole. Les systèmes agroalimentaires modernes sont très vulnérables au changement climatique, aux conflits et aux chocs économiques, ce qui a conduit à des difficultés croissantes dans la capacité des systèmes agroalimentaires à fournir des régimes alimentaires nutritifs, sûrs et abordables pour tous.

La crise alimentaire mondiale se manifeste par des niveaux de la faim bien supérieurs à leurs niveaux prépandémiques. Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde est passée de 8,0 à 9,3 pour cent de la population mondiale entre 2019 et 2020, et à 9,8 pour cent en 2021.²⁹ Près de 205 millions de personnes ont dû être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et ont eu besoin d'une aide d'urgence entre octobre 2022 et janvier 2023, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, au Nigéria, au Soudan du Sud, en Somalie et au Yémen.

29 https://sdgs.un.org/sites/default/files/2023-09/FINAL%20GSDR%202023-Digital%20-110923_1.pdf

Business News > News > Economy > Agriculture > Against the grain: The many pressures that are cooking up a rice crisis

Against the grain: The many pressures that are cooking up a rice crisis

By Rakshanda Sharma, ET Online - Last Updated: Oct 24, 2023, 01:12 PM IST

FOLLOW US SHARE FONT SIZE SAVE PRINT COMMENT

More than just rice: Asia's food supply anxieties

Sep 8, 2023

The Big Read Commodities + Add to myFT

The return of the rice crisis

Export restrictions and extreme weather are threatening the global supply of a staple commodity relied on by millions

INVESTING | Commodities | Company News | News Wire

Rice Crisis In the Philippines Sounds a Global Inflation Alarm

Ben Sharples, Anuradha Raghu and Manolo Serapio Jr., Bloomberg News

AGRICULTURE

Global rice shortage is set to be the biggest in 20 years

PUBLISHED TUE, APR 18 2023-8:12 PM EDT | UPDATED WED, APR 19 2023-1:23 AM EDT

BUSINESS

A rice shortage is sending prices soaring across the world. And things could get worse

Une crise mondiale du riz sévit actuellement, provoquant des ondes de choc sur les marchés agricoles et affectant la sécurité alimentaire dans le monde entier. Cette crise est alimentée par un ensemble de facteurs, y compris des phénomènes météorologiques extrêmes, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des tensions géopolitiques. Les sécheresses prolongées, les inondations et autres défis liés au climat réduisent sensiblement les rendements en riz dans les principales régions productrices, ce qui entraîne une forte baisse des stocks mondiaux de riz.

Exacerbée par des défis logistiques et des restrictions d'échanges, la crise met à rude épreuve la disponibilité du riz, aliment de base pour des milliards de personnes. Les gouvernements et les organisations internationales ont œuvré pour mettre en place des mesures d'urgence pour remédier aux pénuries alimentaires, mais la crise a mis en évidence la vulnérabilité des systèmes alimentaires mondiaux face à une interaction complexe de facteurs environnementaux et géopolitiques.

³⁰ Lee, Yin Shang. "Global rice shortage is set to be the biggest in 20 years". CNBC. April 18, 2023. <https://www.cnbc.com/2023/04/19/global-rice-shortage-is-set-to-be-the-largest-in-20-years-heres-why.html>

NEWS EXPLAINER | 31 October 2023

Dengue is spreading in Europe: how worried should we be?

Analyst Comment

Dengue fever could become epidemic in Europe as temperatures soar

The temperatures in countries in Southern Europe at this time of year are optimal for the transmission of the disease.

HEALTH CARE

Dengue fever sweeps through Asia, helped by hotter and wetter weather

More than 1,000 die in Bangladesh; major outbreak hits Taiwan

DENGUE FEVER OUTBREAK DECLARED IN JAMAICA

Health Alert: Dengue Fever Outbreak Declared in Jamaica MASCO
T Message

HEALTH

Chad's first dengue fever outbreak: What you should know

Chad doesn't have necessary public health preparedness and response capacities, so the risk is high

Dengue spreading, rain or shine

News | Health

Bangladesh dengue deaths cross 1,000 in worst outbreak on record

At least 1,017 die and nearly 209,000 are infected, making 2023 the deadliest year since the first recorded epidemic in 2000.

Dengue Fever Kills Over 200 People in Burkina Faso in 2023 as Number of Cases Surges

15:13 21.10.2023

BREAKING

Painful Dengue May 'Take Off' In United States—What To Know About The 'Breakbone Fever' Virus

Les titres mentionnés ci-dessus ont été publiés dans des journaux entre octobre et mi-novembre 2023.

Un perturbateur potentiel : La menace d'une pandémie de mondiale de dengue se profile-t-elle à l'horizon ?

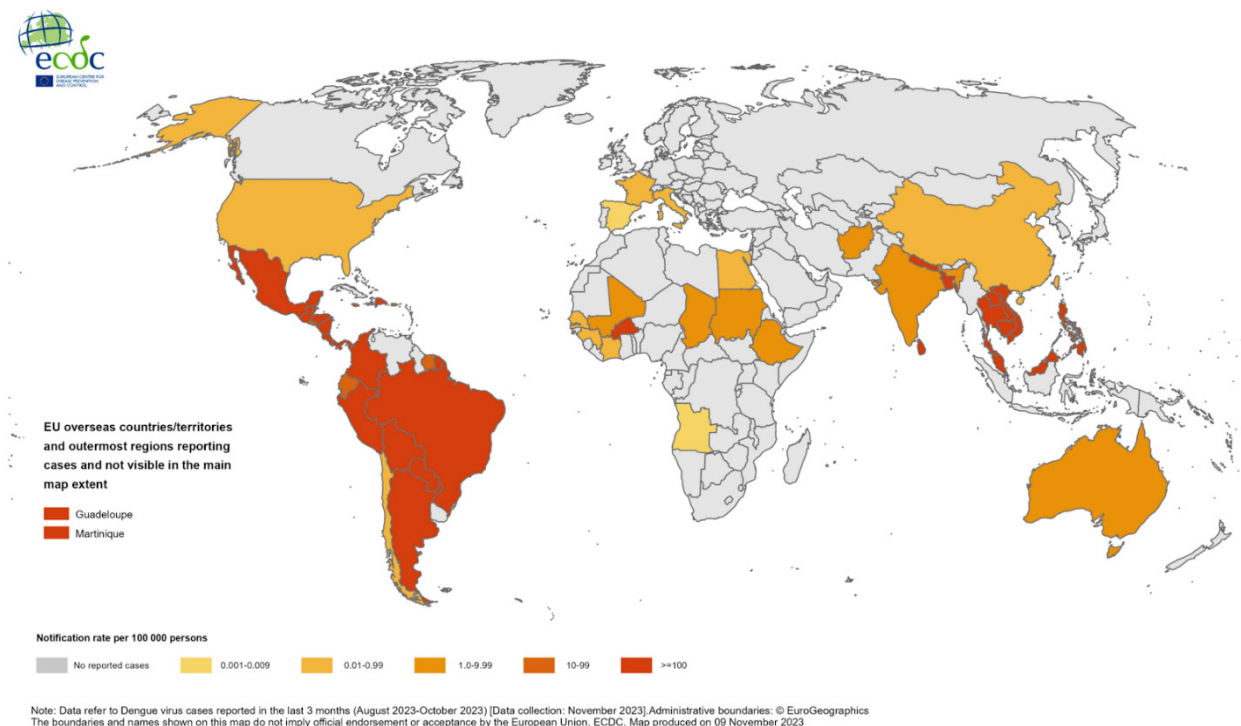
L'incidence de la dengue est à la hausse et la situation épidémiologique aurait la possibilité de progresser davantage. Entre le début de 2023 et début novembre, plus de 4,5 millions de cas et plus de 4 000 décès liés à la dengue ont été documentés dans 80 pays/territoires à travers le monde.

Le nombre de cas de dengue augmente également de manière constante à travers l'Amérique latine et les Caraïbes, avec un total de 3 407 921 cas signalés à ce jour. Une recrudescence des cas, particulièrement marquée, a été observée en Amérique centrale, au Pérou, au Brésil et en Bolivie. Celle-ci est attribuée à des conditions de chaleur, de sécheresse et à d'importantes inondations.

Le lien croissant entre le changement climatique et les épidémies sanitaires souligne les liens étroits et complexes entre les conditions environnementales et la santé publique. Les altérations des températures, les régimes de précipitations et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes induits par le changement climatique contribuent à la propagation des maladies infectieuses et des maladies à transmission vectorielle, ainsi qu'à l'émergence de nouveaux défis en matière de santé. La hausse des températures crée des environnements propices au développement d'agents vecteurs de maladies tels que les moustiques, élargissant ainsi l'éventail géographique des maladies comme le paludisme et la dengue. En outre, les perturbations des écosystèmes et des sources d'eau peuvent compromettre l'assainissement et entraîner des maladies hydriques.

³¹ Naddaf, Miryam. "Dengue is spreading in Europe: how worried should we be? : The post-COVID travel boom combined with a warm summer have led to dengue outbreaks in Italy and France. Nature. 31 octobre 2023. <https://www.nature.com/articles/d41586-023-03407-6>

Figure 6. Cas du virus de la Dengue collectés à travers le monde par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies entre août et octobre 2023.³²



3.2 Régions sous les feux des projecteurs : Changement climatique et accessibilité à l'énergie en Afrique

Défis liés à l'accessibilité de l'énergie en Afrique.

Les conversations avec les organisations régionales de la société civile révèlent des préoccupations accrues concernant l'impact du changement climatique sur leur capacité à fournir et à mener à bien des projets et des programmes aux communautés vulnérables.

En Afrique, par exemple, les participants citent l'accessibilité à l'énergie comme l'un des problèmes les plus importants liés au changement climatique, en dehors des conséquences connues sur la production agricole, les modèles météorologiques et les changements de température. L'approvisionnement et l'accès à l'énergie font rarement partie des interventions de développement entreprises par les ONGI qui ne considèrent pas l'énergie comme un vecteur de développement. Cependant, les participants au dialogue - dont les organisations dépendent d'appareils électroniques et de technologies pour la collecte de données et la communication - mettent en garde que sans un approvisionnement énergétique stable, l'avenir et la durabilité de leurs organisations et de leurs opérations sont menacés.

³² Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. "Dengue Worldwide Overview". Consulté en novembre 2023. <https://www.ecdc.europa.eu/en/dengue-monthly>

3.3 Incidences pour les acteurs de la coopération internationale

Les acteurs de la coopération internationale jouent un rôle central pour relever les défis mondiaux, ce qui nécessite une réévaluation fondamentale de leurs pratiques et un effort accru pour démontrer leur pertinence. La présente section décrit les incidences multiples pour ces acteurs, qui englobent les stratégies d'approvisionnement, les programmes d'interventions et la gestion ou l'intendance de l'environnement.

Repenser les opérations :

Face à l'escalade des défis environnementaux (par exemple, les événements météorologiques extrêmes), les acteurs de la coopération internationale doivent réévaluer leurs systèmes d'approvisionnement et leurs programmes d'interventions. L'impact de la raréfaction des ressources sur les chaînes d'approvisionnement, y compris les sites de production, les entrepôts, les actifs et les itinéraires de transport, exige une approche proactive pour garantir la résilience et la durabilité.

Amplifications des facteurs sociaux et environnementaux :

L'interaction entre la dégradation de l'environnement et le changement climatique accentue les problèmes critiques, notamment le stress hydrique, l'insécurité alimentaire et les défis liés aux moyens de subsistance. Cela exacerbe les inégalités sociales et contribue à l'escalade des tensions et des conflits locaux/régionaux, soulignant la nécessité pour les acteurs de la coopération à tenir compte des répercussions plus larges dans leurs initiatives.

Vulnérabilités des systèmes de santé :

Le changement climatique fait peser de lourdes menaces sur les systèmes de santé, se manifestant par la résurgence ou la propagation atypique de maladies telles que la dengue et le paludisme. Ces défis s'ajoutent et aggravent les problèmes existants liés à l'accès aux soins de santé, soulignant le besoin urgent pour les acteurs de la coopération internationale d'incorporer des mesures d'adaptation dans leurs programmes.

Contraintes en matière de ressources humaines :

Les intersections complexes des besoins de développement et des contextes humanitaires dépassent souvent les ressources humaines disponibles au sein des organisations. Les crises, entrelacées par des facteurs physiques, économiques et sociaux, s'intensifient les unes les autres, ce qui nécessite des investissements stratégiques en personnel et en formation pour relever efficacement ces défis.

Critique des pratiques de financement climatique :

Plusieurs donateurs bilatéraux sont critiqués pour avoir transformé des fonds existants en financement climatique, dans le but de maintenir des niveaux apparents d'aide publique au développement (APD) tout en détournant des ressources de programmes vitaux. Ceci met en évidence l'importance des pratiques financières transparentes et souligne la nécessité d'augmenter les investissements spécifiquement conçus pour lutter contre le changement climatique.

4 Technologie

4.1 Défis et nouveaux enjeux

4.1.1 Transformation numérique

La transformation numérique implique à la fois la numérisation et la digitalisation. La numérisation est le processus de conversion d'informations analogiques en format numérique afin qu'elles puissent être stockées, traitées, gérées et transmises électroniquement, par exemple la conversion de musique analogique en fichiers MP3. D'autre part, la numérisation est le processus d'utilisation de la technologie numérique et des données pour améliorer les processus, les modèles et la productivité des entreprises. La numérisation et la digitalisation impliquent toutes deux de nombreuses technologies perturbatrices qui sont déployées à une vitesse vertigineuse et qui modifient radicalement le contexte du développement.

La technologie numérique offre des possibilités de créer de la valeur, d'accélérer les progrès vers la réalisation des ODD et de fournir des services, jusqu'ici limités, à des groupes éloignés ou vulnérables, qu'il s'agisse de petits agriculteurs utilisant des téléphones mobiles pour acheter et vendre des récoltes ou de médecins surveillant et traitant à distance les conditions de santé dans les villages ruraux. La baisse des coûts libère la demande dans tous les secteurs et toutes les zones géographiques, ce qui encourage une innovation encore plus grande (et plus rapide). Il a été démontré que la connectivité numérique augmente la capacité de résistance des pays face aux chocs et aux crises et a été identifiée comme un accélérateur clé pour une réponse et un redressement équitables à la COVID-19. Parallèlement, la trajectoire de la transformation numérique, qui est souvent qualifiée de révolution en raison de son ampleur et de son rythme, reste encore incertaine, ce qui soulève des inquiétudes en matière de développement humain, de santé mentale, de sécurité de l'emploi, d'équité et de droits de la personne.

Les institutions peinent à suivre le rythme de l'évolution technologique et sont confrontées à un décalage entre le contexte dans lequel les personnes et les entreprises opèrent et ce qui est réalisable d'un point de vue technologique. La technologie numérique renforce les capacités des individus et des organisations, et elle empiète également sur ce que font les humains et brouille la notion de ce que signifie être humain. De plus en plus d'études montrent que la technologie, et les médias sociaux en particulier, ont de graves conséquences sur la sécurité mondiale (exposition aux cyber-attaques), la santé mentale (en particulier chez les jeunes).

4.1.1.1 Fracture numérique

La pandémie de COVID-19 a accéléré les transformations numériques, avec des solutions numériques développées et utilisées pour faciliter les activités économiques et sociales à distance. Soixante-six pour cent de la population mondiale, soit 5,3 milliards de personnes, ont utilisé Internet en 2022, contre 54 % en 2019.³³ Cependant, avec plus de 60 % de la population mondiale désormais en ligne, les fractures numériques deviennent le nouveau visage de l'inégalité, et nombreux sont ceux qui sont laissés pour compte.

33 https://sdgs.un.org/sites/default/files/2023-09/FINAL%20GSDR%202023-Digital%20-110923_1.pdf

Les personnes âgées sont moins connectées à internet que les jeunes. Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à avoir accès à internet, et il y a 234 millions de femmes en moins que d'hommes qui utilisent l'internet mobile.³⁴ En outre, l'accès à l'internet est beaucoup plus élevé dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu, en raison des limitations de la bande passante et des taux d'électrification plus faibles. Des fractures numériques existent également au sein des pays développés. Alors que 94 % des Canadiens bénéficient d'un accès stable à internet à domicile, seuls 24 % des ménages des communautés autochtones ont accès à un internet de qualité à haut débit.³⁵ À mesure que l'éducation, le travail et les services publics se déplacent sur des plateformes numériques, les fractures en matière d'accès aux services cruciaux pourraient s'aggraver.

4.1.1.2 Droits numériques

Au fur et à mesure que l'infrastructure publique numérique se développe, on assiste à une opposition croissante à la saisie des données personnelles. Des rapports font état de systèmes d'identification numérique qui ne garantissent pas la confidentialité des données. La pression exercée pour alimenter les plateformes numériques (l'IA en particulier) en données réelles et la disponibilité des technologies pour capturer, traiter et combiner les données en temps réel rendent de plus en plus difficile la protection des identités numériques. Les individus sont de plus en plus exposés à l'utilisation abusive des données personnelles par le secteur public et le secteur privé, car l'analyse sophistiquée des données augmente le risque d'utilisation abusive des informations personnelles, même par le biais de mécanismes juridiques légitimes. Même dans les régimes démocratiques, les atteintes à la vie privée peuvent être justifiées par des considérations liées à la sécurité publique, des préoccupations en matière de sécurité nationale ou des urgences sanitaires.³⁶

4.1.1.3 Monnaies numériques

Alors que les monnaies numériques et les chaînes de blocs sont de plus en plus acceptées par le grand public, on observe un intérêt croissant pour l'affectation d'une partie de la richesse générée par les crypto-monnaies à des fins caritatives, au-delà des dons individuels. Par conséquent, le nombre d'organisations à but non lucratif acceptant les crypto-monnaies augmente également. Les ONG et les organisations multilatérales tirent parti de la technologie de chaîne de blocs pour générer des outils innovants en matière de collecte de fonds, de transparence financière et d'efficacité opérationnelle. Entre autres exemples, on peut citer : le programme de crypto-monnaie de la Human Rights Foundation pour les activistes mondiaux des droits humains ; le programme d'Oxfam « [Project Unblocked Cash](#) » pour les victimes de catastrophes au Vanuatu ; le projet [Building Blocks](#) du Programme alimentaire mondial pour les réfugiés ; et le [CryptoFund](#) d'UNICEF, qui est le premier véhicule de financement libellé en crypto-monnaies au sein des Nations unies.

34 The mobile gender gap report 2022. (Rapport 2022 sur les inégalités de genre en matière de téléphonie mobile) https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2022/06/The-Mobile-Gender-Gap-Report-2022.pdf?utm_source=website&utm_medium=download-button&utm_campaign=gender-gap-2022

35 Digital Equity for Indigenous Communities. (Équité numérique pour les communautés autochtones) <https://www.socialconnectedness.org/digital-equity-for-indigenous-communities/> 2020. <https://www.socialconnectedness.org/digital-equity-for-indigenous-communities/>

36 Global Risks Report 2023. World Economic Forum

Les dons en cryptomonnaies, notamment les revenus provenant des jetons non fongibles (JNF), permettent de faire des dons sans frontières et de décentraliser à la fois les finances et la philanthropie. L'utilisation des chaînes de blocs dans des contextes humanitaires et de développement ne fait toutefois pas l'unanimité. Les critiques font état de leurs principales préoccupations, qui sont flagrantes, telles que le colonialisme des chaînes de blocs qui pourrait soumettre les pays en développement à des paris expérimentaux, ainsi qu'aux incertitudes réglementaires entourant la technologie des chaînes de blocs (protection des données, transactions transfrontalières, statut juridique des actifs basés sur des chaînes de blocs, etc.), la volatilité des marchés des cryptomonnaies qui affecte la prévisibilité du financement de l'aide, et les préoccupations environnementales liées aux pratiques minières à forte consommation d'énergie.

Encadré 4. Actualité : Monnaies numériques et plateformes alimentées par une chaîne de blocs



Figure 10: La couverture et publication de la cryptomonnaie au sein du secteur de l'aide humanitaire et du développement dans les journaux. ³⁷

³⁷ Steinhauer, Jason. "Can crypto and blockchain reprogram humanitarian aid?" Devex. March 21, 2023. <https://www.devex.com/news/can-crypto-and-blockchain-reprogram-humanitarian-aid-105176>

4.1.2 Intelligence artificielle (IA)

L'intelligence artificielle générative - qui est une technologie produisant des types de contenu variés, notamment du texte, des images, des rendus 3D et du son, très similaires au contenu produit par des êtres humains - connaît une croissance exponentielle. L'IA générative est particulièrement sujette aux préjugés culturels, à l'exclusion et à la discrimination des populations vulnérables, notamment les femmes et certains groupes ou origines ethniques.³⁸

L'incidence de l'IA sur les conflits et son potentiel à transférer la responsabilité vitale des systèmes moraux humains vers des systèmes de données complexes, dépourvus de valeurs éthiques, suscitent également des inquiétudes croissantes.³⁹ Cela comporte également le risque de renforcer les attaques cybernétiques, physiques et biologiques, car de petits groupes ou des « loups solitaires » puissent acquérir plus facilement les technologies nécessaires, par exemple des armes biologiques, des armes autonomes, etc.

4.2 Régions sous les feux des projecteurs

4.2.1 Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les participants à notre dialogue régional sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont révélé que « les nouveaux développements technologiques créent des contraintes en matière de communication et des défis en matière de campagne de sensibilisation ».

La place grandissante qu'occupent les canaux d'information, les plateformes de réseaux sociaux et les contenus numériques a entraîné un afflux important de données. Cela signifie que les OSC sont de plus en plus confrontées à la tâche de se frayer un chemin dans ce vaste paysage d'informations pour s'assurer que leurs messages atteignent effectivement les publics visés parmi un large éventail de contenus concurrents. Ceci, associé à la prévalence de la mésinformation et de la désinformation en ligne, constitue pour les OSC un défi en matière de lutte contre les faussetés ou contre-vérités qui peuvent miner la crédibilité de leurs messages.

De plus en plus, les OSC doivent composer avec des fractures numériques, des niveaux variés de connaissances technologiques et des disparités d'accès à internet qui limitent l'inclusivité de leurs campagnes de communication, en particulier dans les communautés marginalisées.

Évoquant les développements technologiques et en particulier à l'intelligence artificielle, certains participants déplorent l'excès de confiance dans l'applicabilité et l'utilisation de ces technologies dans différents contextes, soulignant qu'elles n'ont pas reflété les priorités locales.

³⁸ How AI bots and voice assistants reinforce gender bias. 2020. <https://www.brookings.edu/articles/how-ai-bots-and-voice-assistants-reinforce-gender-bias/>

³⁹ How AI bots and voice assistants reinforce gender bias. 2020. <https://www.brookings.edu/articles/how-ai-bots-and-voice-assistants-reinforce-gender-bias/>

Problèmes existants et naissants liés au manque d'accès aux technologies innovantes.

L'adoption de technologies innovantes nécessite souvent des compétences spécialisées et un renforcement des capacités que de nombreuses OSC des pays du Sud n'ont pas. Les participants au dialogue régional sur l'Afrique et l'Amérique latine ont évoqué le manque d'accès aux technologies innovantes et les défis liés à la numérisation comme des obstacles majeurs à leurs travaux aujourd'hui et probablement à l'avenir.

Bien que les OSC de ces deux régions aient fait preuve de créativité en exploitant des solutions de « basse technologies » et des outils simples mais efficaces, tels que les émissions de radio communautaire, les messages SMS et les applications de base pour téléphonie mobile, l'accès aux technologies innovantes contribuerait à atténuer les difficultés liées à la collecte de données précises et opportunes ainsi qu'à l'acquisition et au développement de leur expertise technique. Cela améliorerait leur capacité à mener des évaluations complètes des besoins, à suivre l'avancement des projets et à prendre des décisions en toute connaissance de causes, fondées sur des informations en temps réel. Cela permettrait également d'élargir la portée et l'impact de leur précieux travail.

4.3 Incidences pour les acteurs de la coopération internationale

Des bouleversements du marché du travail aux difficultés liées à la fiabilité de l'information ainsi qu'au potentiel d'amélioration des capacités, l'ère numérique présente un paysage complexe à prendre en considération.

Bouleversements dans le marché du travail :

La transformation numérique en cours est source d'opportunités et de défis. Elle génère de nouveaux emplois et exige de nouvelles compétences, tout en provoquant des perturbations massives pour les individus. Nombreux sont ceux qui doivent perfectionner leurs compétences pour rester employables. Une approche stratégique est requise pour mener à bien cette transformation et pour minimiser les effets négatifs sur les effectifs.

Défis en matière d'intégrité de l'information :

La prolifération du contenu numérique et l'influence des algorithmes des médias sociaux posent un défi de taille lorsqu'il s'agit de distinguer la vérité de la désinformation. Dans un monde où quiconque peut publier du contenu, il devient de plus en plus difficile de discerner les informations crédibles. Cette réalité souligne l'importance d'une éducation critique aux médias et la nécessité de mettre en place des mécanismes de lutte contre la désinformation.

Renforcement des capacités par la technologie :

Le rôle joué par la technologie pour un accès universel à l'information et pour faciliter la collaboration transfrontalière promet une amélioration significative de l'efficacité opérationnelle. Les organisations pourront bénéficier de la technologie pour simplifier leurs opérations et les rendre plus efficaces, en soulignant le potentiel des transformations positives.

Applications technologiques localisées :

Le déploiement stratégique de la technologie, enraciné dans les connaissances locales et adapté pour répondre à des besoins spécifiques, offre la possibilité de faire un bond en avant vers des solutions robustes pour faire face aux défis locaux. L'adoption d'une approche localisée et équilibrée permet de s'assurer que la technologie est mobilisée pour résoudre des problèmes concrets tout en respectant les nuances culturelles et la dynamique des communautés.

Monnaies numériques et chaînes de blocs au service du bien :

L'émergence des monnaies numériques et la logique de marché qui sous-tend les initiatives de « chaînes de blocs au service du bien » présentent aux organisations de nouveaux éléments à considérer. Les avantages des dons sans frontières doivent être soigneusement pesés par rapport aux systèmes de valeurs organisationnels. Il est donc essentiel que les organisations, qui naviguent ce paysage en constante évolution, trouvent l'équilibre requis entre l'adoption de technologies financières innovantes et la conformité à des normes éthiques.

5 Société

5.1 Défis et nouveaux enjeux

Les questions sociales sont de plus en plus courantes et pernicieuses dans toutes les facettes de la société du 21^e siècle, facettes qui peuvent être résumées sous les catégories suivantes : l'asymétrie, l'âge, la polarisation et la confiance.

5.1.1 Asymétrie

Les asymétries observées dans la société s'accroissent, sous l'effet des disparités entre les rémunérations, de la stagnation des salaires et des avantages cumulés de la richesse générationnelle (qui fournit des retours élevés sur actifs et d'autres formes de richesse accessibles à un nombre restreint de personnes). La richesse est de plus en plus concentrée entre les mains d'un moins grand nombre de personnes, qui sont plus âgées, avec les 1 % les plus riches de la population mondiale détenant la moitié de la richesse totale du monde. Cette situation est exacerbée par les crises mondiales. En effet, lors de la pandémie de COVID-19, la richesse des milliardaires a augmenté de 5 000 milliards de dollars américains, tandis que 160 millions de personnes supplémentaires ont sombré dans la pauvreté. Le transfert de richesse (de ceux qui sont déjà pauvres vers les ultra-riches) est nettement fondé sur le genre : les femmes ont perdu collectivement 800 milliards de dollars de revenus rien qu'en 2020. Dans cette société asymétrique, malgré les promesses du Programme 2030, trop de groupes sont laissés pour compte, notamment les communautés autochtones et les personnes vivant avec un handicap.

A travers le monde, environ 370 millions de personnes [s'identifient](#) comme appartenant à des peuples autochtones. Bien qu'ils ne représentent que 5 % de la population mondiale, les autochtones constituent 15 % des pauvres de ce monde. La plupart d'entre eux continuent d'être exclus des espaces de décision politiques et économiques et, pire encore, sont directement persécutés ou ciblés par l'aliénation des terres appuyées par l'État, la contamination des ressources naturelles et les déplacements forcés au nom de projets de développement et d'extraction des ressources. Les communautés autochtones restent mal desservies par les gouvernements du monde entier, ce qui se traduit par de mauvaises conditions de logement, de soins de santé, d'assainissement, de transport et d'autres services publics, et elles sont exposées à un risque accru de catastrophes naturelles. Les femmes autochtones sont en outre victimes de violences de manière disproportionnée, elles sont plus susceptibles d'effectuer des travaux non rémunérés et de faire l'objet de discriminations à l'intérieur et à l'extérieur de leurs communautés.

Les personnes handicapées [représentent](#) 15 % de la population mondiale et 80 % d'entre elles [vivent](#) dans les PRFM. Les personnes handicapées – dans le monde entier – restent soumises de manière disproportionnée à la pauvreté et aux obstacles qui les empêchent d'accéder aux services publics et privés tels que la santé, l'éducation, l'emploi et l'inclusion financière. Ce groupe de personnes est également largement sous-représenté dans les processus de prise de décision politiques et autres processus formels. Alors que 186 pays ont signé la [Convention relative aux droits des personnes handicapées](#) (le protocole facultatif comptant 104 ratifications), seuls 45 pays disposent d'une législation en faveur de la lutte contre la discrimination ou de la protection des personnes handicapées. La [législation](#) existante est souvent axée sur ce qu'on appelle les « droits négatifs », qui protègent les personnes handicapées contre la discrimination ; il est plus rare que la législation prenne la forme de « droits positifs », qui garantiraient l'accès et les services auxquels les personnes handicapées sont habituellement privées.

5.1.2 Âge

La population mondiale, qui continue de croître, devrait atteindre 8,5 milliards en 2030, et éventuellement 9,7 milliards en 2050.⁴⁰ Bien que l'âge moyen ne cesse d'augmenter – à l'échelle mondiale – puisque les gens vivent plus longtemps, les taux de croissance varient fortement selon les régions. Les projections indiquent que neuf pays (dont huit pays du Sud) vont concentrer plus de la moitié de la croissance démographique d'ici 2050 : L'Inde, le Nigeria, le Pakistan, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la République-Unie de Tanzanie, l'Indonésie, l'Égypte et les États-Unis d'Amérique.

Les défis auxquels seront confrontées les nations plus âgées et les nations plus jeunes seront très contrastés : en 2030, l'âge médian sera de 52 ans au Japon et de 19 ans au Nigeria.⁴¹ L'âge devient un enjeu dans la plupart des pays, alors que les nations avec les populations les plus âgées s'efforcent de répondre aux besoins d'une population vieillissante en matière de main-d'œuvre, de santé et de fiscalité. Les travailleurs plus âgés doivent parfois travailler plus longtemps et acquérir de nouvelles compétences pour rester pertinents et gagner décemment leur vie. Les gouvernements se trouvent dans l'obligation de repousser l'âge de la retraite ou d'attirer des populations en migration pour renforcer la main-d'œuvre. Le nombre croissant de personnes très âgées pèse sur les soins de santé, les pensions, les programmes d'aide et la dette publique.

40 World Population Prospects 2019: Highlights, (Perspectives de la Population mondiale 2019 : Aperçus) https://population.un.org/wpp/Publications/Files/wpp2019_10KeyFindings.pdf

41 Five urgent global issues and implications. PWC. 2019. <https://www.pwc.com/gx/en/issues/assets/pdf/pwc-adapt-five-urgent-global-issues-and-implications-march-2022.pdf>

Dans les économies plus jeunes, les gouvernements sont en revanche confrontés à un taux de chômage des jeunes chroniquement élevé, quel que soit le niveau d'éducation atteint, ce qui porte en germe la violence et les troubles sociaux, car les jeunes sans emploi sont susceptibles de devenir la proie de groupes criminels ou terroristes. À la suite de la crise financière mondiale de 2008 et de la COVID-19, l'emploi des jeunes est devenu plus volatile (avec un taux de perte d'emploi de 8,7 % contre 3,7 % pour les adultes) et les jeunes ont été plus lents à se rétablir, en particulier dans les PRFM. Les jeunes femmes ont subi des pertes d'emploi plus élevées pendant la pandémie de COVID (13,9 % pour les jeunes femmes contre 11,2 % pour les jeunes hommes).

Figure 7 Taux de chômage parmi les jeunes (2021).⁴²



Il convient de noter la croissance significative de l'économie créative (également appelée économie orange), qui pourrait contribuer à de nombreuses opportunités d'emploi pour les jeunes. Au sens large, l'économie créative peut être définie comme l'ensemble des particuliers et des entreprises qui produisent des produits et des services culturels, artistiques et innovants. La valeur du marché mondial des biens créatifs a plus que doublé au cours de la dernière décennie, passant de 208 milliards de dollars américains en 2002 à 509 milliards de dollars américains en 2015.⁴³ (UNESCO 2021a). Les jeunes (âgés de 15 à 29 ans) sont légèrement plus susceptibles que les adultes (âgés de 30 ans et plus) d'être employés dans l'économie créative, qui représentait environ 2,1 % de l'emploi des adultes en 2020. De plus, les jeunes représentaient 25 % de l'emploi total de l'économie orange (figure 3.15), alors qu'ils représentaient 23 % de l'emploi dans les secteurs non créatifs, ce qui indique que les jeunes sont légèrement surreprésentés au sein de l'économie orange.

⁴² <https://www.pwc.com/gx/en/issues/assets/pdf/pwc-adapt-five-urgent-global-issues-and-implications-march-2022.pdf>

⁴³ mondiales de l'emploi des jeunes 2022 – Investir dans la transformation de l'avenir des jeunes https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_853330.pdf

5.1.3 Polarisation

La polarisation des sociétés s'accroît à mesure que les citoyen-ne-s se sentent déconnecté-e-s de leurs gouvernements, qu'ils ou elles deviennent de plus en plus méfiant-e-s et intolérant-e-s à l'égard de ceux et celles qui sont différents, et ne parviennent pas à atteindre la qualité de vie à laquelle qu'ils/elles s'attendent. La polarisation des sociétés accompagnée par l'érosion de la cohésion sociale ont, toutes deux, sévèrement augmenté ces dernières années. La fracture entre communautés - qui est déclenchée par un écart de valeurs, par la crise du coût de la vie, par l'absence de filets de sécurité sociale, par de fortes inégalités et par l'instabilité des états - compromet le bien-être individuel et collectif, la stabilité sociale, ainsi que la productivité économique dans le monde entier. La polarisation s'auto-perpétue en ce sens qu'elle incite à l'adoption de plates-formes politiques à court terme, plus extrêmes, pour galvaniser une partie de la population et perpétuer les croyances populistes.⁴⁴

Au fur et à mesure que les gens perdent leurs illusions, les effets de la mondialisation, de l'automatisation et des mutations économiques favorisent la montée du populisme. Cela se traduit généralement par une résistance au multilatéralisme ou par une opposition entre ceux et celles qui s'auto-définissent en tant que « personnes ordinaires » et les élites supposées être au contrôle de la gouvernance nationale et internationale.

5.1.4 Confiance

À mesure que les organisations et les gouvernements se sont agrandis et qu'ils se sont de plus en plus détachés des sociétés qu'ils représentent, l'érosion de la confiance s'est ainsi progressivement accentuée dans le monde néolibéral. La crise financière et la politisation croissante des institutions sont venues accélérer cette tendance. Cela rend la gouvernance plus difficile et plus fragmentée. L'érosion de la confiance envers les institutions a eu de profondes répercussions sur l'intensification des guerres culturelles. À mesure que la confiance dans les institutions traditionnelles telles que le gouvernement, les médias et les établissements d'enseignement s'effrite, les gens ont tendance à se tourner vers d'autres sources d'information et d'identification. Il s'agit d'un terrain fertile pour l'éclatement des sociétés en factions culturelles concurrentes, chacune affirmant son propre récit et sa propre vérité.

Le rapport 2017 de Human Rights Watch [a tiré](#) la sonnette d'alarme concernant la montée du populisme et de l'autoritarisme, menaçant l'État de droit, le respect des droits internationaux de la personne et des constitutions nationales, ainsi que le rétrécissement de l'espace de la société civile. L'extrémisme populiste reste l'un des principaux moteurs des conflits internes et des violations des droits de la personne. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), les défenseurs des droits de la personne, les journalistes et les défenseurs de l'environnement [sont confrontés](#) à des menaces accrues, car les détentions arbitraires, la torture, les disparitions forcées et les assassinats sont en hausse.

44 Rapport sur les risques mondiaux 2023

Growing Social Value Polarisation Harms Economic Development

International | Views of the Middle East

The culture war over the Gaza war

The conflict is raging on streets and screens in the West

A new way to classify individuals delivers insights on social divisions and the culture war

'Very wonderful, very toxic': how AI became the culture war's new frontier

The Brief — Culture war politics are coming to Europe

The Americas | Pronoun politics

The culture wars have come to Canada

FORBES > LEADERSHIP > DIVERSITY, EQUITY & INCLUSION

Is The 'War On Woke' A War On Our Country's Future?

Culture wars: How identity became the center of politics in America

Across the political spectrum, Americans fight to define national culture.

⁴⁵ King's College London. "Public increasingly see politicians as stoking culture wars, study finds" November 03, 2023. <https://www.kcl.ac.uk/news/public-increasingly-see-politicians-as-stoking-culture-wars-study-finds>

5.2 Régions sous les feux des projecteurs : l'Asie

Corrélation entre la montée de l'extrême droite et le rétrécissement de l'espace de la société civile.

Les participant-e-s au dialogue régional asiatique ont noté une tendance inquiétante de la montée de la gouvernance autoritaire dans différents pays asiatiques. Les participant-e-s ont également signalé que cette tendance s'accompagne, de plus en plus, d'un rétrécissement de l'espace de la société civile. Les acteurs du développement craignent d'être confrontés à des difficultés qui seront exacerbés à l'avenir, dans la mesure où leur plaidoyer en faveur de politiques inclusives et de la protection des droits des minorités se heurte à la résistance de l'État.

L'appréhension croissante que la répression exercée par l'État s'étende probablement aux restrictions sur les assemblées en ligne et aux efforts de sensibilisation au numérique, qui limitent la capacité d'organiser et de faire campagne virtuellement, est tout aussi alarmante.

5.3 Incidences pour les acteurs de la coopération internationale

Les organisations internationales doivent relever, de manière proactive, les défis pour maintenir la confiance, soutenir la philanthropie et assumer des responsabilités accrues à l'égard de leurs parties prenantes, pendant que les facteurs économiques et les dynamiques sociétales amorcent leurs transformations.

Incidence sur les dons de bienfaisance :

Le déclin de la capacité des individus à s'offrir une vie décente, associée à la stagnation des salaires, constitue un problème potentiel pour les dons de bienfaisance. Alors que les gens jugent qu'il est de plus en plus difficile d'accumuler des richesses, les acteurs de la coopération internationale doivent reconnaître l'évolution des réalités économiques et élaborer des stratégies pour maintenir le soutien philanthropique.

Érosion de la confiance à l'égard des institutions :

Le recul de la confiance envers les institutions, y compris les gouvernements et les grandes ONG, requiert une transparence accrue de la part des acteurs de la coopération internationale. Les parties prenantes recherchent plus que jamais des informations détaillées sur la manière dont les organisations répondent à leurs préoccupations. La gestion du risque de réputation nécessite une approche proactive pour étendre la portée des mécanismes de signalement et investir dans des initiatives de promotion de la confiance, suscitant l'intérêt des contribuables.

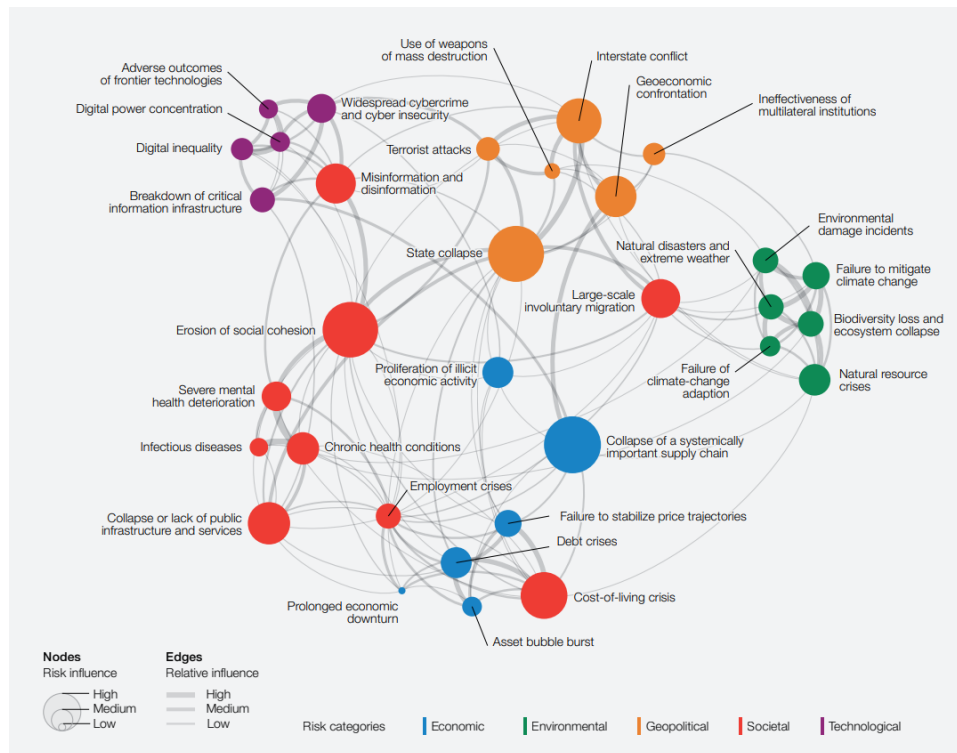
Responsabilités élargies des employé-e-s ::

Les acteurs de la coopération internationale assument la responsabilité accrue de répondre aux besoins globaux de leurs employé-es. Alors que les filets de sécurité sociale s'amenuisent en raison des difficultés financières des gouvernements, les organisations jouent un rôle plus important. Veiller à ce que les employés puissent maintenir un niveau de vie décent, accéder aux soins de santé et épargner pour la retraite deviennent des parties intégrantes de la responsabilité organisationnelle.

6 Quelle importance ?

Les crises mondiales n'affectent pas tout le monde au même degré, mais elles s'enchevêtrent et s'aggravent mutuellement, tel qu'illustré ci-dessous.

Figure 8. La carte des interconnexions des risques mondiaux⁴⁶



La présente analyse environnementale brosse un portrait complet du paysage dynamique qui définit la coopération au développement. L'interaction des facteurs politiques, environnementaux, sociaux, économiques et technologiques représente un ensemble complexe qui requiert des stratégies nuancées et des stratégies d'adaptation à influencer avec efficacité. Alors que s'opère un changement de la dynamique géopolitique, que les défis environnementaux s'intensifient, que les questions sociales évoluent, que les paradigmes économiques se transforment et que la technologie continue de perturber, les acteurs de la coopération internationale doivent tenir toute approche réactive à distance et opter pour une planification stratégique proactive et tournée vers l'avenir. Les organisations devront être extrêmement vigilantes face aux tendances émergentes ainsi qu'aux faibles signaux de changement, et adopter la prospective en tant qu'outil pour une meilleure préparation à l'avenir.

Coopération Canada s'y emploie, notamment par le biais de l'Initiative Futurs, qui nous fait découvrir un monde de possibilités et nous amène à nous poser la question suivante : que pourrait-il advenir ? La présente analyse environnementale marque un premier pas, très important, vers la définition de trois scénarios transformateurs pour la coopération mondiale au développement. Des études ultérieures sur la maturité de ces tendances permettront de hiérarchiser les signaux et les perturbateurs potentiels en vue de poursuivre un suivi supplémentaire avant l'élaboration de scénarios. C'est à travers un engagement proactif avec ces tendances que la coopération au développement pourra continuer à relever les défis les plus pressants et contribuer à un monde plus juste, plus sûr et plus durable.

À propos de Coopération Canada

Coopération Canada rassemble les organisations canadiennes de développement international et d'aide humanitaire et défend leurs intérêts en réunissant les leaders du secteur, en influençant les politiques et en renforçant les capacités. Ensemble, nous travaillons avec des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur du Canada pour construire un monde équitable, sûr et durable pour tous-tes.

Reconnaissance des terres

Coopération Canada reconnaît l'oppression et la colonisation historiques et continues de tous les peuples, cultures et terres autochtones dans ce que nous appelons aujourd'hui le Canada. Le territoire sur lequel se trouve le bureau de Coopération Canada est le territoire traditionnel non cédé du peuple Algonquin Anishnaabe. Nous croyons que la justice sociale au Canada et dans le monde dépend de la réconciliation avec tous les peuples autochtones, y compris les Premières nations, les Métis et les Inuits, qui sont les premiers gardiens de la terre que nous sommes reconnaissant-e-s de partager.

www.cooperation.ca

39, Avenue McArthur 613-241-7007

Ottawa, ON, K1L 8L7 info@cooperation.ca

Tous droits réservés. © Coopération Canada 2024